

Note de présentation sur le processus de requête d'un financement accéléré

CONTEXTE	
Pays :	République Démocratique du Congo
Agent (s) partenaire(s) :	UNICEF
Agence(s) de coordination :	Ambassade de France
Période couverte par le PSE/PTE (si disponible) ¹ :	2016-2025
Date estimée de la remise de la requête d'ESPIG (si connue) :	Février 2016
Intitulé du programme :	Fournir des solutions alternatives pour continuer les apprentissages dans un environnement sûr et protecteur pour 13,9 millions d'enfants et d'adolescents de 3-17 ans affectés par le COVID-19 en République Démocratique du Congo
Montant total de l'AMP :	100 millions USD
Montant demandé pour le financement accéléré (20% de l'AMP au maximum) :	20 millions USD
Commission de l'agent partenaire (montant) :	1,400,000 USD
Commission de l'agent partenaire en % du montant total du financement accéléré demandé :	7%
Date de soumission de la requête pour un financement accéléré :	11 mai 2020
Date estimée de démarrage du financement accéléré :	1er juin 2020
Date estimée de clôture du financement accéléré (doit correspondre au dernier jour du mois, par exemple : le 30 juin 2019) :	30 novembre 2021



¹ Le PSE/PTE n'est pas un prérequis pour le financement accéléré.

Date prévue pour la remise du rapport de fin d'exécution (au maximum 6 mois après la date de clôture du programme) :	31 mai 2022	
Modalités du financement - (mettre un 'X')	<input type="checkbox"/>	Fonds commun sectoriel
	<input type="checkbox"/>	Fonds commun de projet / Cofinancement
	<input checked="" type="checkbox"/>	Projet autonome

Note à l'attention de l'utilisateur

Vérification de l'éligibilité :

→ Avant de soumettre une requête de financement accéléré, le Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE), en consultation avec le cluster éducation, doit vérifier auprès du Secrétariat si le pays est éligible pour un financement accéléré. Dans ce cadre, le Secrétariat collaborera avec le GLPE et le cluster éducation par l'intermédiaire de l'agence de coordination afin de convenir d'un calendrier pour la préparation et la soumission de la requête.

Lignes directrices pour le financement accéléré :

→ Les candidats doivent lire [le Cadre directeur pour l'accélération de l'appui dans les situations d'urgence et reconstruction](#)², qui explique le processus d'élaboration de la requête, y compris le calendrier, les étapes nécessaires et les documents intermédiaires à soumettre dans le cadre du processus d'examen de la qualité de la requête. Si le candidat a besoin d'informations supplémentaires, il peut contacter le responsable-pays au Secrétariat.

² Disponible sur le site internet du GPE : <https://www.globalpartnership.org/content/guidelines-accelerated-support-emergency-and-early-recovery-situations>.

République Démocratique du Congo

Avril 2020

Fournir des solutions alternatives pour continuer les apprentissages dans un environnement sûr et protecteur pour 13,9 millions d'enfants et d'adolescents de 3-15 ans affectés par le COVID-19 en République Démocratique du Congo



Proposition de projet conjoint pour le Financement Accéléré du Partenariat Mondial pour l'Éducation (PME) en réponse à la crise du COVID-19

-Agent partenaire UNICEF-



Save the Children®

unicef 

pour chaque enfant



1. RESUME DU PROJET

Pays:	République Démocratique du Congo
Programme:	Education
Title du Project:	Fournir des solutions alternatives pour continuer les apprentissages dans un environnement sûr et protecteur pour 13,9 millions enfants et adolescents de 3-15 ans affectés par le COVID-19 en République Démocratique du Congo
Objectifs:	<p>Objectif général : Assurer la continuité des apprentissages dans un environnement sûr et protecteur pour au moins 13,9 millions d'enfants et d'adolescents de 3-15 ans affectés par le COVID-19 en République Démocratique du Congo</p> <p>Objectifs spécifiques :</p> <p>O.S.1: Fournir un accès continu à une éducation inclusive de qualité pour 13,9 millions enfants de 3-15 ans affectés par le COVID-19 en RDC</p> <p>O.S.2: Renforcer la coordination et la planification sur la base d'évidences pour une meilleure réponse à l'urgence de COVID-19 dans le secteur de l'éducation</p> <p>O.S.3: Renforcer la résilience du système éducatif ainsi que la prévention et la préparation de la réponse éducation à la pandémie/ épidémie du COVID-19</p>
Résultats attendus :	<p>Résultat 1 : 13,9 millions enfants et adolescents de 3-15 ans (55% Filles) accèdent à une Education inclusive de qualité grâce aux approches d'apprentissage et de protection adaptées au contexte de fermeture des écoles</p> <p>Résultat 2 : 825,000 enfants (55% filles) sont soutenus pour accéder et se maintenir dans une Education inclusive de qualité grâce à l'appui durant la période de réouverture des écoles</p> <p>Résultat 3 : La coordination de la réponse au COVID est améliorée du niveau national au niveau sous national</p> <p>Résultat 4 : La production des évidences sur les programmes d'apprentissage à distance est développée grâce notamment aux initiatives de recherche et d'études.</p> <p>Résultat 5 : Le système éducatif est plus résilient aux épidémies grâce aux mesures de protection mises en place et opérationnelles</p>
Bénéficiaires:	<p>Bénéficiaires directs : 13,968,531 enfants de 3-15 ans (au moins 55% filles) [dont 825,000 (55% de filles) recevant un paquet plus complet]</p> <p>Bénéficiaires indirects 45,455 enseignants (30% d'enseignantes)</p>
Ciblage géographique	<p>Etendue nationale : toutes les 26 Provinces de la RDC.</p> <p>Pour certaines interventions un focus sur les zones rurales et périurbaines des provinces de Kinshasa, Ituri, Kongo Central, Kwilu, Nord Kivu, Sud Kivu, Haut Katanga, Tanganyika, Kasai Oriental et Kasai Central.</p>
Financement demandé:	15,000,000 USD
Durée planifiée pour le projet :	18 Mois : Juin 2020 à Novembre 2021
Date de soumission du projet	06 Mai 2020

2. TABLE OF CONTENTS

1.	RESUME DU PROJET.....	4
2.	TABLE OF CONTENTS	5
3.	ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	6
4.	APERCU DE LA SITUATION HUMANITAIRE EN RDC	7
5.	PROFIL DU PAYS.....	8
6.	CONTEXTE DU PROJET	11
7.	OBJECTIFS DU PROJET.....	12
	7.1 Objectif général :	12
	7.2 Objectifs spécifiques.....	13
	7.3 Cadre logique:.....	14
	7.4 Stratégies	21
8.	RESULTATS PLANIFIES ET ACTIVITES.....	25
9.	CHRONOGRAMME DES ACTIVITES	36
10.	APPROCHE MULTISECTORIELLES	42
	10.1 Engagement Communautaire	42
	10.2 Génération d'évidences	42
	10.3 Genre et Inclusion	42
11.	SUIVI ET EVALUATION ET ATTENUATION DES RISQUES	43
	11.1 Suivi & Evaluation	43
	11.2 Atténuation des risques et durabilité du programme.....	44
12.	BUDGET PLANIFIE	46
13.	PARTENARIATS.....	47
14.	VISIBILITE	47
15.	RAPPORTAGE	47
16.	PERSONNES CONTACT	48

3. ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

Abréviation	Description
COGES	Comité de Gestion Scolaire
COPA	<i>Comité des Parents</i>
COVID-19	Corona Virus Disease 19
MAS	<i>Malnutrition Aigüe Severe</i>
MEPST	<i>Ministère de l'Education Primaire, Secondaire et Technique</i>
MICS	<i>Multiple Indicators cluster survey (enquête par Grappe à Indicateurs Multiples)</i>
MINIJ	<i>Ministère de la Jeunesse et de l'Education à la Nouvelle citoyenneté</i>
MINAS	Ministère des Affaires Sociales
OSC	Organisation de la Société Civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
SC	Save the Children
UNICEF	<i>Fond des Nations Unies pour l'Enfance</i>
WASH	<i>Eau, Hygiène et Assainissement(Water, Sanitation and Hygiene)</i>

4. APERCU DE LA SITUATION HUMANITAIRE EN RDC

En 2019, la situation humanitaire en République Démocratique du Congo (RDC) s'est considérablement détériorée. Le pays fait face à une crise multidimensionnelle caractérisée par des conflits armés récurrents, une insécurité alimentaire grave, des crises nutritionnelles, des déplacements de population, des phénomènes de catastrophes naturelles et des épidémies. La situation humanitaire demeure particulièrement préoccupante dans les provinces du Tanganyika, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Ituri, Kasai, Kasai-Central et Kasai-Oriental touchées par des conflits ou actuellement en post-conflit.

Selon le Plan de Réponse Humanitaire de la RDC, en 2020, près de 15,6 millions de personnes (59 pour cent de femmes) auront besoin d'une aide humanitaire. Ce chiffre inclut 7,1 millions d'enfants (59 pour cent de filles) de moins de 18 ans. Plus de 1,7 millions sont des filles et garçons (52% sont des filles) de 3-17 ans en besoin d'accès à l'Education.

En 2019, plus de 17,000 cas de choléra ont été enregistrés, avec de nouvelles flambées attendues en 2020, et une épidémie de rougeole à l'échelle nationale a été déclarée dans 121 zones de santé sur un total de 516 zones de santé. Le pays connaît aussi une épidémie d'Ebola, la deuxième épidémie la plus importante au monde, avec plus de 3 000 cas confirmés dont plus de 900 enfants, qui continue de sévir dans la province du Nord Kivu plus d'un an et demi après son déclenchement en Août 2018. Près de 13,3 millions de personnes connaîtront des niveaux de crise d'insécurité alimentaire aiguë en 2020, et plus d'un million d'enfants de moins de 5 ans souffriront de malnutrition aiguë sévère (MAS).

En Octobre 2019, des pluies diluviennes ont causées des inondations majeures dans 16 des 26 provinces du pays accroissant ainsi les risques de maladies. Les inondations ont entraîné des pertes en vie humaine ainsi que d'importants dégâts matériels, principalement la destruction et l'endommagement des habitations, des infrastructures de base (écoles, centres de santé, points d'eau, ponts, etc.) et des terres agricoles.

En 2020, 7,1 millions de personnes - y compris des personnes déplacées internes, les retournés et les membres des communautés d'accueil - auront besoin d'accéder aux services d'urgence d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH). La situation est aggravée par les violations des droits des enfants, notamment le manque d'accès à l'éducation, le recrutement forcé par des groupes armés et les abus sexuels. Dans les zones d'urgence, 47 pour cent des victimes de violences sexistes sont des enfants. Près de 7 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans ne sont pas scolarisés ; 53 pour cent de ces enfants sont des filles.

La pandémie du COVID-19 n'épargne pas non plus la RDC. Les premiers cas ont été détectés au début du mois de mars 2020 et les chiffres n'ont fait que s'accroître atteignant aujourd'hui plus de 670 cas avec un taux de létalité de 5%. Il faut indiquer que le pays a été identifié par l'Organisation Mondiale de Santé comme faisant partie des 13 pays d'Afrique ayant des liens étroits et un fort taux de migration des populations avec la ville chinoise de Wuhan d'où est partie la pandémie du COVID-19. En regard à la densité de la population dans les villes de la RDC et la promiscuité dans laquelle vivent les communautés, il est à craindre des conséquences incommensurables. Ainsi, à la suite des premiers cas de contamination du COVID-19, la République Démocratique du Congo a décidé la fermeture des écoles, universités et autres centres d'apprentissage à compter du jeudi 19 mars 2020 entraînant ainsi l'interruption des cours pour près de 27 millions d'élèves (d'enfants et d'adolescents de 6-17 ans) afin de réduire les risques de propagation de la maladie du COVID-19. Ainsi, 100% des enfants en âge scolaire sont désormais dépourvus de leur droit à l'Education en RDC. De plus, cela nécessite le recours à de nouvelles approches pour assurer la continuité de l'Education notamment à travers des apprentissages à distance.

De manière générale, ces crises entraînent des conséquences néfastes pour les enfants en âge scolaire. En effet, le fait de rester en dehors de l'école et de rester confinés à la maison accroît l'exposition des enfants à différents risques dont certains mettent en danger leur vie. Cela inclut l'association ou l'enrôlement des

enfants dans des groupes armés ou leur implication dans les violences intercommunautaires, l'exposition aux abus et exploitation sexuelle dont les grossesses non désirées et mariages précoces des filles ainsi que l'augmentation du travail des enfants de manière général. Selon les résultats du MICS (2018), 22,2% d'enfants de 5-17 ans se sont engagés dans des activités économiques ou des tâches ménagères au-dessus du seuil horaire spécifique de leur âge, ou travaillant dans des conditions dangereuses. Quant au mariage des enfants, il fait légion surtout en milieu rural : 29% des filles sont mariées ou en union avant 18 ans, ce taux est de 40% en milieu rural contre 11% dans les zones urbaines. Les violences de toutes formes ne sont pas en reste. Il se dégage toujours du MICS 2018 que 87% des enfants de 1 à 14 ans ont subi dans le dernier mois précédent l'enquête au moins une discipline violente. Il s'agit d'agression psychologique dans 78% des cas mais aussi de punition sévère estimée à 36%.

Tout ce qui précède empêche les enfants de jouir de leur droit à l'Education dans un environnement sûr et protecteur.

5. PROFIL DU PAYS

Ayant des frontières avec 9 pays et considéré comme l'un des plus vastes pays d'Afrique, la République Démocratique du Congo (RDC), a une population est estimée à 89 721 747 millions d'habitants en 2019³ répartis sur 2,34 millions de km², avec une croissance démographique de 3 pour cent par an. 70 pour cent de la population vit dans les zones rurales. La moitié de la population a moins de 15 ans. Les plus de 65 ans représentent moins de 3 pour cent de la population totale du pays, qui devrait bientôt atteindre les 100 millions d'habitants.

Le pays connaissait une croissance économique d'environ 8 pour cent et atteignait une certaine stabilité macroéconomique qui risque d'être remise en cause par l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur l'économie mondiale et nationale en particulier due au ralentissement voire à la suspension des activités économiques et sociales.

Le pays possède une richesse minérale qui, depuis plus d'une décennie, a alimenté des conflits liés à son accès et à son contrôle. La RDC possède les plus grandes forêts d'Afrique, elle a du gaz, du pétrole et une hydrologie riche qui a le potentiel de générer environ 13 pour cent de l'hydroélectricité mondiale. Malheureusement, ce grand potentiel de développement auquel s'ajoutent d'incalculables ressources minières (cobalt, cuivre, diamant, etc.) n'a pas été profitable pour tout le pays. En effet, le pays connaît une fragilité sociale issue de divers conflits communautaires qui ont déstabilisés le tissu économique du pays sans épargner le secteur éducatif. Les sources de fragilité sont aussi liées à la pauvreté de la population et à l'insécurité alimentaire (15,5 millions de personnes en 2019). Malgré les grandes richesses du pays, celui-ci a pris beaucoup de retard dans la diversification de ses activités économiques. Le secteur minier continue



³ World Population Prospects 2019, Nations-Unies

d'être le moteur de la croissance économique qui est très insuffisamment inclusive et peu génératrice d'effets positifs sur l'amélioration du bien-être des populations.

A l'instar d'autres pays africains, la crise du COVID-19⁴ qui frappe durement le monde, contribue à accroître l'insécurité alimentaire avec comme effet une dépréciation des monnaies combinée avec une augmentation du prix des denrées de base. L'impact négatif de la crise du COVID-19 sur le bien-être des ménages devrait être également considérable avec la détérioration des termes de l'échange (à la suite à l'effondrement des prix des produits de base) combinée à une baisse de l'emploi entraînant une forte perte de bien être pour les ménages.

5.1 Situation des femmes et des enfants dans le pays

Il convient de retenir qu'aucun des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) n'avait pu être réalisé à la fin de 2015 malgré quelques progrès notables. Les données de l'enquête par Grappe à Indicateurs Multiples (MICS) réalisée en 2018 indique que les taux de mortalité infantile et de mortalité maternelle sont toutefois passés de 146 à 70 pour mille naissances vivantes entre 2010 et 2017. La couverture vaccinale des enfants qui ont reçu trois doses de vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche est passée de 63 (MICS 2010) à 30% (MICS 2017/2018) et la fréquentation scolaire dans l'enseignement primaire est passée de 75 (MICS 2010) à 78% (MICS 2017/2018). D'autres indicateurs clés de développement issus du MICS (2018) expliquent la persistance des vulnérabilités. L'accès aux services sociaux de base reste encore précaire pour une large partie de la population. En effet :

- La majorité des enfants de 0-17 ans vivent avec leurs 2 parents biologiques, cependant un quart vit seulement avec leur mère, ce qui peut être un facteur de vulnérabilité ;
- Seulement 20% des ménages ont accès à l'électricité sur toute l'étendue du territoire et seulement 8% des ménages ont un compte bancaire ;
- Il existe une très grande disparité économique entre le milieu rural et le milieu urbain : 64% des ménages ruraux font partie des 2 catégories de bien-être économique les plus pauvres contre 8% en milieu urbain.

Malgré les actions de promotion des médias et les technologies de l'information, leur accès reste encore faible au niveau du pays. Ainsi, on note de grandes disparités autant dans l'accès aux médias de masse que dans la possession d'équipements entre les milieux urbain et rural et les niveaux de bien-être économique. Selon les résultats du MICS 2018, le téléphone portable est l'équipement de communication privilégié des Congolais puisque que 53 % des hommes de 15-49 ans déclare en posséder un contre seulement 33% des femmes de 15-49 ans. Cependant les disparités dans l'utilisation du téléphone portable sont très importantes entre les populations urbaines et rurales mais aussi entre riches et pauvres. Les ménages susceptibles de s'offrir cet outil de communication figurent parmi les quintiles plus ou moins riches. De plus, les personnes qui ont reçu plus d'éducation, ont davantage accès au téléphone que ceux qui en ont reçu moins et cela est plus marqué chez les femmes (3% de femmes seulement contre 12% pour les hommes). Ceci dénote l'importance de l'éducation qui malheureusement est encore le talon d'Achille du pays avec un nombre important d'enfants en âge scolaire qui sont hors de l'école en dépit de l'effet positif des mesures de gratuité mises en place en septembre 2019.

⁴ Evaluation de l'impact économique du COVID-19 et les réponses politiques en Afrique, Afrique Pulse, Groupe de la Banque Mondiale, Avril 2020

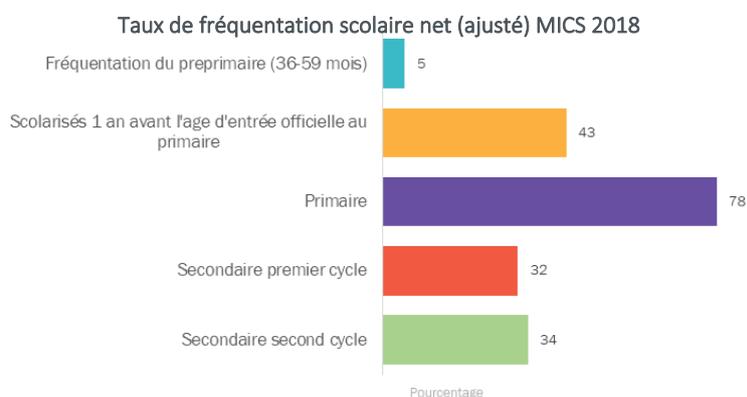
5.2 Situation des enfants et des femmes au regard de l'éducation de base et l'égalité des sexes

Dans le secteur de l'éducation, les données du MICS 2018 indiquent également que les inégalités persistent aussi bien au niveau géographique qu'en termes de genre. Ainsi, le taux net de fréquentation au primaire est de 78 pour cent avec la valeur la plus élevée et la plus faible observée respectivement dans les provinces de Kinshasa (92%) et Kasai (57%). Le taux de préscolarisation reste encore très faible (5%) par rapport à celui d'autres pays de la sous-région.

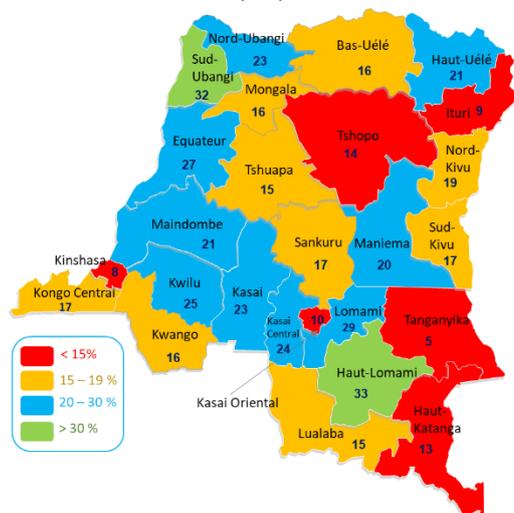
Près d'1 enfant sur 5 en âge d'être au primaire est en dehors de l'école, tandis que 17 pour cent des enfants et adolescents en âge d'être au premier cycle du secondaire ne le sont pas. 28 pour cent des enfants de 15-17 ans sont en dehors du système éducatif formel et non formel et donc exposés à toutes les dérives.

De même, la situation des enfants à besoins spécifiques n'est pas reluisante. En effet, selon cette même enquête, 20 pour cent d'enfants de 5-17 ans ont des difficultés fonctionnelles dans au moins un des domaines explorés par l'enquête (vue, audition, marche, motricité fine, communication, apprentissage, concentration, socialisation, anxiété, dépression, etc.). Parmi ces enfants et adolescents ayant des difficultés fonctionnelles, 23 pour cent ne vont pas à l'école. En matière de disparités, on retrouve plus d'enfants porteurs de handicap dans les familles pauvres (25%) que dans celles qui sont les plus riches (19%).

En matière d'équité de genre, des efforts restent encore à faire car sur dix enfants en dehors de l'école, six sont des filles et pour celles qui commencent l'école, la probabilité qu'elles achèvent le cycle primaire est faible. Ainsi, les filles adolescentes sont doublement marginalisées car le plus souvent victimes de violence liées au genre et de grossesses mettant en péril leur scolarisation. Selon le MICS (2018), le taux net de scolarisation des filles au primaire 77,5 pour cent se rapproche de celui des garçons qui est de 78,9 pour cent. De même, le taux d'achèvement de l'école primaire pour les garçons est de 67,7 pour cent contre 66,3 pour cent pour les filles. Cependant au secondaire, l'écart est prononcé : au niveau du premier cycle il est de 56,7 pour cent pour les garçons et 51,7 pour cent pour les filles ; l'écart s'élargit beaucoup plus au deuxième cycle avec un taux d'achèvement de 36,4 pour cent pour les garçons et de seulement 26,7 pour cent pour les filles. De plus, les inégalités entre les petites filles et les petits garçons de RDC sont élevées particulièrement en ce qui concerne la non-scolarisation des filles issues des ménages les plus pauvres (38 pour cent d'entre elles sont en dehors de l'école contre 32 pour cent des garçons). Le mariage et les grossesses restent les causes premières d'abandon



Taux d'achèvement par province, MICS 2018



de l'école pour les jeunes filles⁵. 8 pour cent des filles sont mariées ou en union avant 15 ans et 29 pour cent le sont avant l'âge de 18 ans.

Le budget alloué au sous-secteur éducation, la gestion des informations du système éducatif ainsi que le mécanisme de coordination du système, en particulier en situation d'urgence, restent faibles.

A cette situation de précarité, s'ajoute également pour le secteur de l'éducation, les conséquences de la crise de la pandémie du COVID-19 (particulièrement la fermeture des écoles et donc la rupture de la continuité éducative et inégalités d'accès dans l'enseignement à distance) qui, en fait, n'épargne aucun domaine de la vie sociale. En effet, près de 27 millions d'apprenants -enfants et adolescents- sont privés d'éducation aussi bien formelle que non formelle (sans compter ceux qui étaient déjà en dehors de l'école au nombre de plus de 7 millions). Ceci entraînant le retard dans les apprentissages et la rupture dans l'acquisition des compétences qui sont déjà reconnus comme faibles. Il est indéniable que l'école et les centres d'apprentissage sont des lieux protecteurs et sûrs pour l'épanouissement des enfants et adolescents donc leur fermeture constitue un rempart à l'éclosion des savoirs et au savoir-être d'où la nécessité de trouver des solutions alternatives pour une continuité éducative.

De plus, il faut noter que la mesure très positive de gratuité de l'éducation de base décrétée par le Président de la République en septembre 2019, afin de faciliter l'inscription à l'école pour tous les enfants en RDC, a induit des besoins énormes en matière d'infrastructures scolaires notamment. D'après le rapport de l'enquête téléphonique organisée en octobre-novembre 2019 par le Ministère de l'éducation, afin d'évaluer les besoins de cette mesure, il se dégage, par rapport à la rentrée 2018-2019, dans l'enseignement primaire, une augmentation de 23 pour cent du taux d'inscription des garçons et de 24 pour cent pour les filles au cours de l'année scolaire en cours 2019-2020. Le besoin en infrastructures scolaires notamment en salles de classe est estimé à plus de 25 000 salles de classes supplémentaires pour la seule première année du primaire.

6. CONTEXTE DU PROJET

À la suite de la pandémie de COVID-19, le Fonds Monétaire International (FMI) estime à près de 400 millions de dollars américains le déficit budgétaire supplémentaire que pourrait entraîner en 2020 le COVID-19 en RDC. En raison de sa forte dépendance à l'égard des échanges (les exportations représentant environ 30 pour cent du PIB et environ 40 pour cent des exportations vers la Chine), cet espace budgétaire réduit souffrira des conséquences de la pandémie et augmentera la fragilité financière du pays. Il est à envisager un ralentissement de la croissance économique, ce qui pourrait accroître la pauvreté. De plus, une augmentation des dépenses publiques liées à réponse à la pandémie du COVID-19 pourrait compromettre la capacité déjà faible du gouvernement à financer les programmes de dépenses sociales.

Le plan national de préparation et de réponse à la pandémie du COVID-19 (de près de 135 millions de dollars soit moins de 1 pour cent du PIB) a pour objectif principal de lutter efficacement contre l'épidémie du COVID-19 sur toute l'étendue de la RDC en organisant la prévention, la détection précoce, l'isolement et la prise en charge des cas.

Pour le secteur Education, le COVID-19 crise vient aggraver une situation déjà précaire dans le pays. En effet, selon le Plan de Réponse Humanitaire 2020⁶ en République Démocratique du Congo élaboré avant le COVID-

⁵ Evaluation conjointe des programmes de lutte contre les violences sexuelles en République Démocratique du Congo 2005-2017, UNFPA 2019

⁶ DRC, Humanitarian Response Plan (HRP) 2020

19, plus de 1,8 millions d'enfants 3-17 ans sont dans le besoin des services de l'Education dans les provinces les plus affectées par une combinaison d'au moins 2 crises parmi les mouvements de la population à la suite des conflits et /ou catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les problèmes de protection et les épidémies. Ce nombre comprend seulement les enfants affectés par les mouvements de la population (personnes déplacées internes, les retournés et les expulsés/rapatriés de l'Angola depuis 18 mois maximum ainsi que ceux des provinces les plus affectées par l'épidémie de Choléra). De plus, il ne tient pas compte des enfants qui ne sont ni déplacés ni retournés mais qui restent en dehors de l'école dans les zones affectées par les conflits. Il en est de même pour les enfants affectés par les épidémies comme la Maladie à Virus d'Ebola ainsi que ceux affectés par les inondations dans les zones non affectées par les autres crises.

Le cluster éducation a ciblé 500 000 enfants âgés de 6-11 ans conformément aux orientations de l'équipe humanitaire pays et l'UNICEF engage sa réponse à hauteur de 359 000 enfants de 6-17 ans en lien avec la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (SSEF 2016-2025) qui met l'accent sur la nécessité d'assurer une éducation de qualité dans les situations d'urgence aux enfants en RDC affectés par les crises naturelles et les conflits. La majorité de ces enfants sont dans les zones de conflits : Grand Kasai, Tanganyika, Sud-Kivu, Nord-Kivu et Ituri.

Depuis Octobre 2019, des inondations ont touché 16 des 26 Provinces du pays entraînant l'interruption des cours pour plus de 155 000 enfants inscrits dans plus de 400 écoles les plus affectées notamment à cause de la destruction à la fois des salles de classe et de leurs équipements⁷ Des inondations se poursuivent d'ailleurs en 2020 notamment dans la province du Haut-Lomami, du Maniema, du Sud-Kivu et du Tanganyika. A titre illustratif, le Sud Kivu a connu récemment environ 78,000 personnes, 1 783 ménages, plus de 45 écoles sont directement affectés dans près d'une dizaine d'aires de santé dont la plupart sont en pleine ville d'Uvira.

Il convient de souligner qu'avant la pandémie COVID-19, le Gouvernement avait déjà des difficultés à financer l'intégralité des actions d'accompagnement de la mesure de gratuité de l'Education prise en septembre 2019. De plus, le Gouvernement de la RDC n'avait pas intégré, dans le plan national de réponse au COVID-19, les interventions liées au secteur de l'Education. C'est ainsi que le ministère de l'éducation est donc en train de développer son propre plan sectoriel de réponse au COVID-19 avec l'appui technique des partenaires.

C'est dans ce contexte que le présent projet est élaboré conjointement par le MEPST, Save the Children et UNICEF pour contribuer à répondre aux besoins des enfants dérivés de leur Education à la suite de l'épidémie du COVID-19 en République Démocratique du Congo.

Ce projet fait suite à l'engagement du Partenariat Mondial pour l'Education de soutenir le Gouvernement de la RDC et ses partenaires dans la réponse immédiate permettant d'assurer la continuité de l'Education pour les apprenants affectés par les effets de cette pandémie.

7. OBJECTIFS DU PROJET

Les objectifs du projet sont décrits ci-après.

7.1 Objectif général :

Assurer la continuité des apprentissages dans un environnement sûr et protecteur pour au moins 13,9 millions d'enfants et d'adolescents (55% filles) de 3-15 ans affectés par le COVID-19 en République Démocratique du Congo

⁷ UNOCHA_DRC_Data Inundation, December 2019

7.2 Objectifs spécifiques

O.S.1: Fournir un accès continu à une éducation inclusive de qualité pour 13,9 millions enfants et d'adolescents de 3-15 ans (55% filles) affectés par le COVID-19 en RDC

O.S.2: Renforcer la coordination et la planification sur la base d'évidences pour une meilleure réponse à l'urgence de COVID-19 dans le secteur de l'éducation

O.S.3: Renforcer la résilience du système éducatif ainsi que la prévention et la préparation de la réponse éducation à la pandémie/ épidémie du COVID-19.

7.3 Cadre logique:

Les activités prévues dans ce cadre logique concernent uniquement le niveau pré-primaire, le primaire et le premier cycle du secondaire. Elles sont toutes en lien avec le plan de réponse au COVID19 développé par l'EPST avec l'appui de ses partenaires.



Objectif spécifique	Résultats planifiés	Activités	Indicateurs de l'activité	Cible	Références, Sources de données
O.S.1 : Assurer la continuité des apprentissages dans un environnement sûr et protecteur pour 13,9 millions d'enfants et d'adolescents de 3-15 ans affectés par le COVID-19 en République Démocratique du Congo	Résultat 1 : 13,9 millions d'enfants et d'adolescents accèdent à une éducation inclusive de qualité grâce aux approches d'apprentissage à distance et de protection adaptées au contexte de fermeture des écoles	Act.1.1 : Produire du matériel d'enseignement à distance basé sur le programme national adapté à chaque type de media (radio, télévision, internet) et des matériaux en papier (livrets et autres paquets d'apprentissage) pour une réponse immédiate au COVID-19.	Nombre de modèles de contenus d'apprentissage produits pour les programmes radio, TV, Internet	4	Rapports de mise en œuvre
			Nombre de modèles de livrets d'élèves et guides pour enseignant produits selon chaque Degré du préscolaire primaire et premier cycle du secondaire	7	Compilation des données émanant des bureaux UNICEF en provinces et validées avec l'EPST, SitRep
		Activité 1.2 : Diffuser le matériel d'enseignement à distance basé sur le programme national adapté à chaque type de media (radio, télévision, Internet,) et des matériaux en papier (livrets et autres paquets d'apprentissage) aux élèves pour une réponse immédiate au COVID-19.	Nombre d'enfants et pourcentage d'enfants appartenant à la tranche d'âge correspondante dans la zone couverte par le programme touchés par la distribution du matériel imprimé	1,316,045 enfants (55% filles)	Compilation des données émanant des bureaux UNICEF en provinces et validées avec l'EPST, SitRep
			Nombre d'enfants dans la zone du programme bénéficiant de programmes d'apprentissage à distance (désagrégation par sexe, niveau d'enseignement, et zone géographique (province/rurale/urbaine))	13,9 millions (55% filles)	Compilation des données émanant des bureaux UNICEF en provinces et validées avec l'EPST, SitRep
		Nombre d'enfants (et pourcentage d'enfants appartenant à la tranche d'âge correspondante dans la zone couverte par le programme) dans la zone du programme bénéficiant de programmes d'apprentissage et de soutien scolaire à distance/à domicile (Désagrégation par sexe, niveau d'enseignement, et zone géographique (province/rurale/urbaine))	13,9 millions (55% filles)	Compilation des données émanant des bureaux UNICEF en provinces et validées avec l'EPST, SitRep	

			Nombre de chaînes de radio, de programmes de télévision et de plateformes en ligne diffusant des programmes d'enseignement d'urgence à distance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1 chaîne de radio nationale ▪ 30 radios communautaires ▪ 10 programmes de télévision ▪ 1 plateforme en ligne 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rapports de mise en œuvre
	Activité 1.3 : Elaborer et diffuser des messages radio, SMS et email à destination des parents/tuteurs, COPA/ COGES et autres acteurs de l'Education sur l'importance de la continuité de l'éducation (en particulier pour les groupes vulnérables), la protection de l'enfance, le bien-être des enfants, les jeux, et le suivi de l'apprentissage d'enfants	Nombre de fois que les messages sont diffusés par mois au niveau national	3	Bulletin Info com sur le COVID	
		Un mécanisme approprié visant à informer les parents et les responsables communautaires du contenu et des méthodes d'enseignement à distance et élaboré et opérationnel	Oui	Rapport de mise en œuvre	
	Activité 1.4 : Partager du matériel d'apprentissage aux enseignants, points-focaux etc.	Nombre d'enseignants/encadreurs assurant le suivi de l'apprentissage des enfants à distance et à domicile (5 % des enseignants des 2,500 écoles ciblées)	2,275 (30% femmes)	Rapport de mise en œuvre	
		Nombre d'enseignants formés à l'utilisation de méthodes d'apprentissage à distance et/ou ayant reçu le matériel nécessaire à l'apprentissage à distance (Désagrégation par sexe, niveau d'enseignement, et zone géographique (province/rurale/urbaine))	2,275 (30% femmes)	Rapports de formation	
	Activité 1.5 : Mettre en place un mécanisme d'interaction /feedback à distance entre des points focaux/enseignants et les enfants en apprentissage.	Un mécanisme d'interaction opérationnel	Oui	Rapport de mise en œuvre	

	Activité 1.6: Appuyer les enfants des cantines scolaires qui avaient dû fermer en raison du COVID-19 dans les zones les plus vulnérables.	Nombre d'enfants des écoles à cantines fermées bénéficiant de la poursuite de l'alimentation scolaire	11 550 (55% de filles)	Rapports de mis en œuvre
Résultat 2 : 825,000 enfants sont soutenus pour accéder et se maintenir dans une Education inclusive de qualité grâce à l'appui durant la période de réouverture des écoles		Nombre d'écoles soutenues par le programme ayant mis en place des normes minimales d'hygiène pour la prévention du COVID-19 (désagrégation par genre, niveau d'enseignement, et zone géographique (province/rurale/urbaine))	2 500	Rapports de mise en œuvre
	Activité 2.1 : Mettre en place des normes minimales d'hygiène pour la prévention du COVID-19 dans 2 500 écoles des zones ciblées	Nombre d'enfants (et pourcentage d'enfants appartenant à la tranche d'âge correspondante dans la zone couverte par programme) bénéficiant des programmes de repas scolaires et de nutrition et/ou de kits d'hygiène et d'assainissement (y compris la gestion de l'hygiène menstruelle). (Désagrégation par genre, niveau d'enseignement, et zone géographique (province/rurale/urbaine))	137 500 (55% filles)	Rapports de mise en œuvre
	Activité 2.2 : Mettre en œuvre un programme accéléré de remise à niveau pour 137,500 enfants y compris le recours au tutorat	Nombre d'enfants de la zone couverte par le programme) ayant bénéficié de programmes accélérés pour atténuer les conséquences de la fermeture des écoles sur l'apprentissage (Désagrégation par genre, niveau d'enseignement, et zone géographique (province/rurale/urbaine))	137 500 (55% filles)	Compilation des données émanant des bureaux UNICEF en provinces et validées avec l'EPST, SitRep

	Nombre d'enseignants (et pourcentage d'enseignants dans la zone couverte par le programme) formés pour dispenser des programmes accélérés et atténuer les conséquences de la fermeture des écoles sur l'apprentissage (Désagrégation par genre, niveau d'enseignement, et zone géographique (province/rurale/urbaine))	2,275 (30% femmes)	Rapports de formation
Activité 2.3 : Former 15,000 enseignants sur l'appui psychosocial par les pairs, appui psychosocial en classe, l'hygiène la santé et la nutrition y inclus la prévention du COVID-19 en milieu scolaire	Nombre d'enseignants formés sur le l'appui psychosocial par les pairs	15 000 (30% femmes)	Rapports de formation
	Nombre d'enseignants formés sur l'appui psychosocial en classe	15 000 (30% femmes)	Rapports de formation
	Nombre d'enseignants formés sur l'hygiène, la santé et la nutrition y inclus la prévention du COVID-19 en milieu scolaire	15 000 (30% femmes)	Rapports de formation
Activité 2.4 : Organiser des séances de sensibilisation/ promotion des bonnes pratiques d'hygiène et assainissement en milieu scolaire	Nombre d'enfants atteints avec les séances de sensibilisation dans les écoles	825 000 (55% filles)	Rapports de mise en œuvre
Activité 2.5 : Organiser une campagne de communication multimédia contextualisée pour la réouverture des écoles visant à appuyer un partage efficace et précis de l'information avec les collectivités.	Une campagne de communication multimédia contextualisée est organisée pour appuyer un partage efficace et précis de l'information pour la réouverture des écoles avec toutes les parties prenantes de l'éducation au plan national et provincial	Oui	Rapport de communication multimédia
Activité 2.6 : Renforcer les capacités des partenaires étatiques provinciaux et nationaux pour améliorer les capacités d'interventions d'urgence pour répondre au COVID-19	Nombre de cadres gouvernementaux formés dans les 26 Provinces (10 par province) et au niveau central (20)	280	Rapports de formation

O.S.2: Renforcer la coordination et la planification sur la base d'évidences pour une meilleure réponse à l'urgence de COVID-19 dans le secteur de l'éducation	Résultats 3 : La coordination de la réponse au COVID-19 est améliorée du niveau national au niveau sous national	Activité 3.1 : Renforcer les capacités des partenaires étatiques provinciaux et nationaux et du cluster éducation pour améliorer la qualité et la responsabilité des interventions d'urgence pour répondre aux urgences épidémiques en général et au COVID-19 en particulier	Nombre de cadres gouvernementaux et membres du cluster du niveau provincial et national formés (5 par Province +10 niveau national)	140	Rapports de formation
		Activité 3.2 : Renforcer les capacités des partenaires gouvernementaux et non-gouvernementaux sur la Prévention de l'Abus et l'exploitation sexuelles Ainsi que la protection des enfants dans les programmes d'éducation à distance.	Nombre de partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux formés sur la Prévention de l'Abus et l'exploitation sexuelles (PSEA) dans les programmes d'éducation à distance. (20 par province+20 niveau national)	540	Rapports de formation
			Nombre de partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux formés sur la Protection de l'enfant	540	Rapports de formation
		Activité 3.3 : Produire une note d'orientation pour l'enseignement à distance en RDC dans le contexte des urgences.	Une note d'orientation pour l'enseignement à distance validée	Oui	Rapport de séance de validation
	Résultat 4 : La production des évidences sur les programmes d'apprentissage à distance est développée grâce notamment aux initiatives de recherche et d'études.	Activité 4.1: Faire une évaluation sur l'enseignement à distance et une autre sur le projet de réponse éducation au COVID-19 en RDC	Nombre de rapports d'évaluations produits et valide	2	Rapports d'évaluation
			Note opérationnelle de plaidoyer produite pour le développement et la couverture nationale de l'enseignement à distance	Oui	Note opérationnelle de plaidoyer
			% des recommandations de l'évaluation prises en compte dans la note opérationnelle de plaidoyer pour le développement et la couverture nationale de l'enseignement à distance	80%	Note opérationnelle de plaidoyer
			Activité 4.2: Mettre en place des outils de suivi et évaluation pour les programmes d'apprentissage à distance.	Des outils de suivi et évaluation sont validés pour les programmes d'apprentissage à distance	Oui

O.S.3: Renforcer la résilience du système éducatif ainsi que la prévention et la préparation de la réponse éducation à la pandémie du COVID-19	Résultat 5 : Le système éducatif est plus résilient aux épidémies grâce aux mesures de prévention et de protection mises en place et opérationnelles	Activité 5.1: Sensibiliser les parents sur l'importance de la continuité de l'éducation et comment appuyer l'apprentissage de leurs enfants	Nombre de fois que des messages sont diffusés par mois pour la sensibilisation des parents	3	Rapports de mise en œuvre
		Activité 5.2 : Assurer l'inclusion des épidémies dans le développement des plans de contingence au niveau des sous divisions provinciales	Nombre de provinces dont les plans de contingence incluent les épidémies et le COVID-19 en particulier	26	Rapports de mise en œuvre
		Activité 5.3: Développer des plans de contingence au niveau des écoles	Nombre d'écoles disposant d'un plan de contingence	2 500	Rapports de mise en œuvre
		Activité 5.4: Diffuser des messages qui sauvent des vies en milieu scolaire et à distance	Nombre de séances de sensibilisation par radio, tv, sms 8 fois par mois pendant 18 mois)	144	Rapports de mise en œuvre
			Nombre d'enfants atteints avec la sensibilisation dans les écoles et a distance	13,9 millions (55% filles)	Rapports de mise en œuvre
		Activité 5.5: Capitaliser les plateformes multimédias pour améliorer la formation des enseignants à distance	Une recherche action est faite sur les plateformes multimédias plus pertinentes pour le contexte de la RDC	Oui	Rapport d'étude
		Activité 5.6: Améliorer le programme national pour le rendre plus interactif (activités ludiques, chansons, poèmes, etc.) intégrant plus d'aspects de protection et de promotion de l'hygiène, santé, la santé mentale appui psychosocial, etc.	Le nouveau programme est validé	Oui	Rapport de validation
Activité 5.7: Développer un modèle soutenable et durable d'apprentissage par radio exploitable en temps et hors temps de crises.	Un modèle durable pour l'apprentissage par radio est validé	Oui	Modèle d'apprentissage par la radio		

7.4 Stratégies

7.4.1 Groupes cibles et priorisation géographique

a. Groupes cibles

De manière générale, les bénéficiaires directs de ce projet sont estimés à 13,9 millions d'enfants (55% filles et 45% des garçons) âgés de 3-15 ans parmi les 27 millions enfants qui ont été forcés d'interrompre leur apprentissage à la suite du COVID-19. Ces 13,9 millions d'enfants correspondent à une estimation faite partant du pourcentage de ménages possédant une radio dans le pays et du nombre moyen d'enfants scolarisables dans un ménage.

Afin d'assurer une inclusion, le projet focalisera sur les enfants les plus vulnérables qui ont déjà subi ou subissent déjà d'autres crises comme les conflits (personnes déplacés Interne, les retournées, refoules de l'Angola, réfugiés, enfants des communautés hautes) et les épidémies dont le Cholera et la Maladie à Virus d'Ebola, tout en portant une attention particulière aux filles qui sont particulièrement fragilisées dans les contextes humanitaires).

2,500 écoles dans les zones rurales et périurbaines précisées dans le ciblage géographique recevront une attention plus soutenue notamment à travers l'appui en matériel de lavage des mains, la promotion de l'hygiène mais aussi le renforcement de capacités de planification des contingences par leur COPA COGES

Les enfants privés de cantines scolaires d'environ 35 écoles parmi les plus vulnérables seront ciblés dans les zones à forte insécurité alimentaire et nutritionnelle afin de ne pas aggraver leur situation nutritionnelle alors que les écoles sont fermées. Ces 35 écoles feront parties des 2 500 écoles sur lesquelles le projet se focalisera pour un paquet plus complet.

Les bénéficiaires indirects sont 45,000 enseignants (30% femmes et 70% hommes), 2,500 Comités des Parents et Comités de Gestion Scolaire (COPA/COGES) et 540 partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux aux plans national et provincial. Le rôle des services des divisions provinciales et sous provinciales seront clés pour la coordination locale afin d'éviter les doublons alors que certaines initiatives (contenus e programmes éducatifs par la radio ou bien duplication et distribution des livrets) connaissent un fort écho menant à de bonnes volontés de contribuer de la part d'ONG localement implantées.

b. Ciblage géographique

Hormis les apprentissages à distance (radio, tv) qui cibleront l'ensemble du pays, le projet va se focaliser sur les provinces à plus forte vulnérabilité consécutive à une combinaison des effets différents des autres crises (conflits, épidémies et catastrophes naturelles) et dont le COVID-19 est venu exacerber la situation des enfants en âge scolaire. Ainsi, 825 000 enfants dans 2 500 écoles (55% filles et 45% garçons) bénéficieront d'un paquet plus complet des activités prévues dans ce projet qui seront mises en œuvre dans les zones rurales et périurbaines des Provinces de Kinshasa, Ituri, Kongo Central, Kwilu, Nord Kivu, Sud Kivu, Haut-Katanga, Tanganyika, Kasai Oriental et Kasai Central.

Le projet ciblera uniquement les écoles publiques, les écoles conventionnées et les écoles communautaires car ce sont elles qui rentrent dans le cadre légal de l'EPST. Les écoles privées à but lucratif ne seront pas considérées dans le cadre de ce projet.



7.4.2 Plaidoyer et mobilisation de partenariats en faveur de l'Education en situation d'urgence

Save the Children et l'UNICEF assurent le Co Lead aux côtés du gouvernement dans le développement d'un programme pluriannuel de résilience avec

l'appui de ECW à travers le cluster Education. Pour cela, l'UNICEF a soutenu aussi bien financièrement que techniquement la tenue des ateliers de consultation au niveau provincial et national pour assurer la participation des différents partenaires dans la prise de décision sur les besoins et les activités prioritaires ainsi que le ciblage géographique sur la base d'une analyse interne de l'UNICEF. De plus, un plaidoyer se fait en continu aussi bien auprès des différents Ministères en charge de l'Education qu'au niveau des partenaires techniques et financiers. C'est dans ce cadre que l'UNESCO a financé une évaluation rapide des besoins dans les provinces affectées par les crises en Octobre et Novembre 2019 en appui au MEPST et au cluster Education.

Les deux partenaires contribuent aussi dans la mobilisation des partenaires de développement pour une prise en compte systématique de la réponse aux urgences en Education conformément au nexus humanitaire-développement.

L'UNICEF appuie le MEPST dans le développement d'un Plan national de réponse éducation au COVID-19 et d'autres actions ont été prises notamment, en identifiant les initiatives existantes d'enseignement à distance adapté au contexte de fermeture des écoles, développement des livrets et autres.

Pour mémoire, il est rappelé que le Cluster éducation en RDC est un des comités de concertation technique (CCT) du Comité de concertation sectoriel (CCS qui est le groupe local de l'éducation). Save the Children et l'UNICEF co-coordonnent aux côtés du gouvernement, aussi, à travers le cluster Education, la mobilisation des partenaires et des ressources en réponse au COVID-19 en RDC.

C'est ainsi qu'ils ont coordonné la requête de la RDC pour le First Emergency Response (FER) d'Education sans Délais (Education Cannot Wait ECW) qui a permis à 4 organisations de bénéficier de 1,5 millions de dollars américains (USD) pour répondre aux conséquences de la crise du COVID-19. UNICEF et Save the Children sont ainsi en très bonne position pour éviter les doublons et au contraire assurer synergie et complémentarité avec les financements accélérés du GPE pour la réponse au COVID-19 en RDC.

7.4.3 Renforcement des capacités et Coordination de la réponse aux urgences

L'UNICEF et Save the Children contribuent également au renforcement des capacités des partenaires aussi bien gouvernementaux que les membres du cluster Education que ceux du Groupe Local de l'Education et du groupe des partenaires techniques et financiers en éducation. Dans ce cadre, l'UNICEF appui financièrement et techniquement l'organisation des ateliers de formation, des consultations et le développement des modules-identifiés consensuellement avec les partenaires- ainsi que l'élaboration des outils et stratégies nécessaires pour améliorer la qualité de la réponse aux crises dans le secteur de l'éducation.

Le financement accéléré du PME en réponse au COVID-19 permettra rapidement d'assurer la continuité de l'Education avec des approches non prévues dans les programmes de réponse classique en RDC. Il accompagnera aussi la phase de réouverture des écoles en complétant notamment les besoins spécifiques à la crise et qui ne sont pas couverts par les autres sources de financement pour la réponse aux urgences.

C'est ainsi que le ciblage géographique est basé sur ce qui est déjà envisagé dans le cadre du financement que la RDC a reçu du bailleur Education Cannot Wait en réponse au COVID-19.

Encore une fois, grâce à leur leadership dans le cluster Education, Save the Children et UNICEF seront en position d'assurer qu'il n'y ait pas de doublon entre les interventions prévues dans ce projet et celles prévues avec les autres sources de financement, y compris le financement accéléré du PME pour l'éducation en situation d'urgence, ce travail de suivi impliquera, au-delà du gouvernement, à la fois le groupe local de l'éducation et donc aussi les partenaires techniques et financiers. Par exemple, dans les provinces ciblées par le financement de ECW, Save the Children et UNICEF vont cibler seulement les territoires non couverts lorsque les activités sont identiques ou viendront augmenter le paquet sur ces mêmes zones avec des activités complémentaires. En particulier, les deux partenaires vont avec les partenaires de mise en œuvre assurer aussi une complémentarité

des approches avec un focus sur les enfants les plus vulnérables dont la majorité n'accèdent pas aux médias de masse.

C'est dans ce cadre que la coordination de la réponse aux urgences (notamment à travers le cluster éducation mais aussi le groupe local de l'éducation) a besoin d'être renforcée pour éviter des doublons et maximiser l'utilisation des ressources pour l'intérêt des populations dans le besoin d'assistance en Education.

Le financement accéléré du PME pour l'éducation en situation d'urgence dont le montant de 20 millions de dollars américains est garanti pour la RDC comprendra une petite composante pour le COVID-19 notamment en termes d'appui à la préparation de la réouverture des écoles en termes d'hygiène (kits de lavage des mains et promotion de l'hygiène notamment) dans les écoles construites en complément et sans duplication de ce qui est prévu dans la présente proposition mais aussi pour la duplication et la distribution des cahiers d'exercices.

7.4.4 Pérennisation des activités

Afin d'assurer la pérennisation des interventions, l'UNICEF, Save the Children et leurs partenaires s'assurent par une implication à toutes les étapes de l'appropriation par le Gouvernement, les organisations de la société civile particulièrement les ONG nationales, les communautés et les écoles. C'est ainsi que, au-delà de la consultation continue, l'UNICEF et Save the Children assureront que les structures gouvernementales, tant aux plans national que provincial, jouent un rôle central dans la mise en œuvre des toutes les activités prévues.

De plus, dans le cadre du transfert des compétences, un accompagnement des ONG nationales sera assuré à travers le renforcement des capacités des ONG nationales y compris leur collaboration avec les ONG Internationales, les Agences onusiennes ou encore les partenariats directs avec l'UNICEF ou Save the Children.

Forts de leur présence nationale à travers les bureaux de terrain et bureaux nationaux dont ceux de l'UNICEF qui ne ferment pas en cas de crises et dont les personnels poursuivent leurs activités en toutes circonstances, comme c'est le cas durant la réponse à l'épidémie d'Ebola ou à la pandémie COVID-19, l'UNICEF et Save the Children sont capables d'appuyer le Ministère tant au plan national que provincial. De plus, ils connaissent parfaitement les partenaires présents au plus près des communautés affectées. D'ailleurs, à la faveur de son nouveau programme pays 2020-2024, L'UNICEF a renouvelé sa liste de partenaires potentiels par un appel national à manifestation d'intérêt. L'UNICEF assure aussi le renforcement de capacités des acteurs (élèves, parents, enseignants, administration scolaire, partenaires) sur l'éducation en situation d'urgence pour un nexus réussi.

Enfin, Save the Children et l'UNICEF promeuvent l'amélioration de l'engagement, de la participation et de la redevabilité des partenaires aux niveaux local- pour un système de gouvernance local- provincial, et central.

Il est à noter que pour une meilleure qualité de la réponse, l'UNICEF fera recours à de l'expertise externe nationale et internationale selon le besoin.

7.4.5 Validation et approbation du présent projet

Avant d'être considéré comme version finale du projet, le Gouvernement a soumis à distance par échanges mails compte tenu de la circonstance cette proposition aux partenaires techniques et financiers de l'Education dans le cadre du Comité de concertation sectoriel (CCS) ainsi que le Cluster Education faisant partie du CCS pour leur endossement. Ce comité, dirigé par le Gouvernement et co-dirigé par le chef de file des partenaires techniques en éducation (l'ambassade de France) et comprenant notamment des partenaires techniques et financiers, a analysé et partagé ses commentaires pour faire valider le document. C'est avec son endossement que le présent projet passe à l'étape de sa soumission au Secrétariat du Partenariat Mondial pour l'Education.

7.5 Complémentarité avec les autres activités

Save the Children et UNICEF reconnaissent que l'impact sur les enfants en situation d'urgence nécessite un paquet holistique d'interventions et une coordination efficace des interventions. En tant que co-lead du cluster éducation en RDC, les deux partenaires assureront la coordination des activités avec les partenaires œuvrant dans une même zone géographique afin d'éviter les chevauchements. La planification des activités se fera conjointement avec le gouvernement, les autres Agences des Nations Unies ainsi que les Organisations Non Gouvernementales nationales et internationales œuvrant dans les zones ciblées en vue d'une bonne répartition et complémentarité des interventions.

C'est dans ce contexte que, dans des domaines spécifiques, la collaboration avec les autres partenaires expérimentés sera d'avantage renforcée. Au côté du gouvernement, le développement des différents matériels d'apprentissage qui sont prévus dans le projet, fera recours aux différents domaines d'expertise des partenaires dont les ONG Nationales et Internationales mais aussi en tant que de besoin de consultations. Des synergies multisectorielles et la convergence des activités d'eau et d'assainissement, de protection de l'enfance et d'éducation seront assurées.

Ce projet va compléter les initiatives déjà en cours grâce à l'appui des autres bailleurs.. Le ciblage géographique et des activités prioritaires tient compte des activités déjà financées en RDC dans le cadre de la réponse au COVID-19. Par exemple, les interventions prévues tiennent compte aussi des activités en réponse au COVID-19 déjà financées avec l'appui du FER d'ECW ou celles déjà entamées sur les ressources disponibles au niveau de l'UNICEF. C'est ainsi que dans les mêmes provinces déjà ciblées par le FER ECW, le présent projet se focalisera dans les zones rurales et zones péri-urbaines non ciblées par ledit financement qui se concentre plutôt sur les capitales provinciales.

Aussi, la production du nouveau matériel d'apprentissage à distance viendra compléter le gap par rapport a ce qui a déjà été produit dans le cadre des autres programmes soutenus par différents partenaires comme USAID, UNESCO et les autres. Il n'y aura pas de doublons car UNICEF assurera qu'il y ait une bonne coordination par le Gouvernement.

De plus, les activités s'alignent avec le Plan national de Réponse au COVID-19 du MEPST en cours de validation, la Stratégie Sectorielle de l'Education et de la Formation (SSEF 2016-2025) ainsi que les stratégies sous sectorielles développées par le Ministère des affaires sociales, la stratégie nationale sur le genre, la stratégie d'éducation des filles, etc.

La RDC, à travers le siège de l'UNICEF, a aussi reçu un financement de USD 70,000 comme appui du Partenariat Mondial pour l'Education. L'UNICEF RDC a déjà mobilisé en interne plus d'un million de dollars américains pour l'appui en cours dans la réponse de l'Education. De plus, d'autres partenaires comme USAID (1 million USD à confirmer), l'Ambassade de France (65 900 USD), DFID ou la Banque Mondiale ont déjà manifesté leur intention de financer la réponse au COVID-19, les montants exacts restant pour certains à confirmer.

Même si les montants ne sont pas encore connus, Save the Children et UNICEF comme co-leads du cluster Education aux côtés du gouvernement en particulier les divisions provinciales et les sous divisions provinciales, s'assureront qu'il n'y ait pas de doublons dans les mêmes zones d'intervention grâce notamment à la disponibilité d'un mapping complet des différents acteurs de l'Education dans le pays en réponse aux crises mais également grâce au focus sur les zones périurbaines et rurales. La même approche sera suivie pour assurer qu'il n'y ait pas de chevauchements ou doublons au niveau des contenus des leçons, des emplois du temps, etc. Encore une fois, cette coordination sera le fait du MEPST (niveau national et provincial) appuyé par l'UNICEF et Save the Children tout sera fait grâce à la coordination.

De plus, les activités prévues dans ce Projet de réponse au COVID-19 sont complémentaires avec celles prévues dans un autre projet de financement accéléré sur l'éducation en situation d'urgence appuyé aussi par le

Partenariat Mondial pour l'Education tout en évitant des doublons puisque l'agent partenaire est le même. C'est ainsi que par exemple les écoles qui bénéficieront du paquet complet dans le cadre de la réponse au COVID-19 ne seront pas les mêmes qui bénéficieront des quelques activités de réponse au COVID prévues dans le Financement accéléré de l'Education en situation d'urgence. De même, concernant la coordination, les interventions prévues dans les deux projets se complètent notamment en termes de contenu tout en visant le même objectif.

8. RESULTATS PLANIFIES ET ACTIVITES

O.S.1: Assurer la continuité des apprentissages dans un environnement sûr et protecteur pour 13,9 millions d'enfants et d'adolescents de 3-15 ans affectés par le COVID-19 en République Démocratique du Congo

Résultat 1 : 13,9 millions d'enfants et d'adolescents accèdent à une éducation inclusive de qualité grâce aux approches d'apprentissage à distance et de protection adaptées au contexte de fermeture des écoles

Pendant que les enfants sont contraints de rester confinés en familles, le projet va identifier des approches et technologies adaptées aux différentes catégories d'enfants (filles, garçons, enfants vivant avec handicap, enfants des minorités) les plus fragilisés dans ce contexte humanitaire singulier qui vont être utilisées pour permettre aux enfants d'avoir un minimum d'apprentissage et garder la culture de l'apprentissage. Il s'agira de fournir un enseignement à distance par le biais des médias appropriés suivi d'un encadrement des parents et des enseignants point focaux pour garder l'interaction des apprentissages. Les enfants ayant moins d'accès aux médias seront soutenus à travers des cahiers d'exercices qui leur seront distribués. C'est dans ce cadre que ce projet prévoit les activités suivantes.

Activité 1.1: Produire du matériel d'enseignement à distance basé sur le programme national adapté à chaque type de media (radio, télévision, internet) et des matériaux en papier (cahiers d'exercices et autres paquets d'apprentissage) pour une réponse immédiate au COVID-19.

Il existe déjà un certain nombre de contenus qui sont actuellement diffusés par la radio ou sur Educ TV mais cette activité vise à combler le gap en matière de disponibilité de certains programmes d'apprentissage à distance qui seront validés au niveau national en RDC. Il vise aussi à compléter les équipements et matériels des services de radio et d'éducatons scolaires notamment leur studio d'enregistrement ainsi que leur capacité d'émission.

Il s'agira donc de soutenir le MEPST au niveau central pour élaborer d'autres scripts de leçons avec des plans de séquence en respectant la didactique des matières tel qu'édictée par le programme national. Les leçons sont conçues par une équipe technique notamment de la DIPROMAD (direction des programmes scolaires et matériels didactiques) et de l'Inspection Générale (IG). Une expertise nationale spécialisée pourra être appelée en renfort de la DIPROMAD et de l'IG pour renforcer la qualité des contenus produits. Le produit est ensuite enregistré en studio avant d'être diffusés à travers différents médias tels que la Radio, la télévision l'internet. Les scripts de leçons sont toujours validés par un comité technique dirigé par le MEPST.

En tant que de besoins à la fois pour les contenus audios et les contenus vidéos, mais aussi pour le suivi de l'apprentissage à distance, l'expertise des autres partenaires techniques et financiers, des ONG spécialisées

dans le domaine et des consultations externes seront sollicitées pour accompagner le gouvernement dans la production de ces matériels.

Il est important de rappeler qu'au stade actuel, il existe aussi des cahiers d'exercices récemment développés pour le préscolaire, pour le primaire et le secondaire général seulement. Ainsi, ce projet soutiendra le Gouvernement dans l'élaboration de ce livrets manquants. Ce projet permettra aussi de développer des cahiers d'exercices plus adaptés aux enfants à besoins spécifiques. Tout le matériel prévu concerne uniquement les niveaux préscolaire et fondamental (primaire et premier cycle du secondaire).

Tout tiendra compte du matériel déjà développés dans le pays grâce à l'appui des autres partenaires. Il n'y aura pas de doublon mais une complémentarité entre les différentes interventions.

Activité 1.2: Diffuser le matériel d'enseignement à distance basé sur le programme national adapté à chaque type de media (radio, télévision, Internet) et des matériaux en papier (cahiers d'exercices et autres paquets d'apprentissage) pour une réponse immédiate au COVID-19

Cette activité vise à assurer la continuité de l'Education dans la période de fermeture des écoles. Cela permettra aussi aux enfants y compris ceux issus des milieux défavorisés, d'être préparés à la réouverture des écoles pour poursuivre l'apprentissage en classe.

Ainsi, les leçons conçues dans l'activité 1.1 seront transmises dans les supports de communication et selon une pédagogie appropriée à l'apprentissage à distance et aptes à atteindre tous les enfants ciblés tel que la Radio, la TV, accessoires informatiques, etc. Comme cela avait été précédemment dans le cadre de l'appui de l'UNICEF à la réforme curriculaire, l'UNICEF apportera son appui technique à l'équipe d'experts de la DIPROMAD en charge de l'élaboration des documents et autres outils d'apprentissages afin d'en assurer la qualité et la conformité avec le curriculum en vigueur.

En plus les cahiers d'exercices produits seront dupliqués à grande échelle et distribués aux apprenants afin qu'ils puissent s'exercer. Ce type de matériel sera essentiel dans une perspective d'équité pour les enfants n'ayant pas accès ou un accès limité aux médias.

D'autres partenaires techniques et financiers et des ONG vont apporter leurs contributions à la duplication et la distribution de ces cahiers d'exercices à travers le pays sous la coordination des autorités provinciales de l'éducation.

Pour en assurer la qualité, le MEPST du niveau national au niveau provincial assurera une coordination et une supervision de la diffusion des leçons à travers les médias. Il assurera aussi la supervision de la distribution des cahiers d'exercices avec l'appui des partenaires non gouvernementaux conformément aux dispositions de la Politique Nationale des Manuels Scolaires⁸ qui recommande que le matériel didactique à distribuer aux enfants dans les écoles soit rendu disponible à travers un schéma logistique national avec une implication des structures provinciales, sous provinciales et locales afin d'assurer que les documents arrivent aux destinataires finaux en y garantissant la bonne réception, l'entreposage, la conservation, la distribution, l'entretien et la bonne gestion des stocks.

Il convient de souligner que l'UNICEF devra assurer que la chaîne d'achat et ou impression et de distribution des supports didactiques est respectée et obéit à des règles de transparence. Ainsi s'appuyant sur les dispositions réglementaires adoptées au niveau de la chaîne d'approvisionnement au niveau global, l'UNICEF RDC lancera des appels à manifestation d'intérêt afin d'établir des contrats de prestation systématique de services à longue durée là cela n'est pas encore disponible afin de permettre une couverture totale des zones bénéficiaires, une

⁸ Politique Nationale des Manuels Scolaires (Février 2017, MEPS)

rapidité dans la délivrance des services et une mitigation des risques dus à la non maîtrise du milieu par les prestataires de service.

Activité 1.3: Développer et diffuser des messages radio, SMS et email à destination des parents/tuteurs, COPA/ COGES et autres acteurs de l'Education sur l'importance de la continuité de l'éducation (en particulier pour les groupes vulnérables), la protection de l'enfance, le bien-être des enfants, les jeux, et le suivi de l'apprentissage d'enfants

Dans un contexte d'apprentissage à distance, les enfants ne sont pas encadrés par les enseignants en présentiel. Afin d'assurer de l'effectivité de la continuité de l'apprentissage, il est important de renforcer le rôle des parents dans le processus d'apprentissage. Cette activité permettra d'assurer que les parents soient les premiers encadreurs des apprentissages des enfants à domicile. Il s'agira de couvrir tous les besoins de l'enfant et pas seulement les besoins d'apprentissage.

Le développement et la diffusion de ces messages sera effectué sous la coordination du MEPST au niveau central et dans les provinces avec l'appui des ONG qui sont spécialisées dans ce domaine.

Activité 1.4: Partager du matériel d'apprentissage aux enseignants, points-focaux etc.

L'apprentissage à distance étant une approche nouvelle. Afin d'assurer une assurance de la qualité, il est important que les apprenants interagissent avec des enseignants et autres points focaux durant l'apprentissage. Or, ce personnel a besoin d'être appuyés pour qu'il joue son rôle. Ainsi, pour chaque province éducationnelle, le projet va disposer des enseignants points focaux ou assistants des cours donnés par la radio et par niveau. Ces enseignants points focaux vont être soutenus pour interagir avec les apprenants et les parents. Cela leur permettra de suivre l'administration des leçons et de faire un suivi et soutien aux apprenants. Les parents et apprenants pourront être mis en contact pour poser des questions relatives aux cours, exercices ou autres conseils d'ordre pratique.

Cette activité sera mise en œuvre par le MEPST au niveau national et dans les provinces avec l'implication des directeurs des écoles et de certaines ONG spécialisées dans le domaine.

Activité 1.5: Mettre en place un mécanisme d'interaction /feedback à distance entre des points focaux/enseignants et les enfants en apprentissage.

Dans un contexte d'enseignement hors classe, les enfants ont besoin des adultes à qui ils peuvent exposer leurs difficultés liées ce qu'ils seront en train d'apprendre. Afin d'y remédier pour chaque zone éducationnelle, un mécanisme basé sur le téléphone sera communiqué à large échelle pour que les parents et les apprenants puissent les connaître et les utiliser convenablement pour poser des questions de soutien et de conseils.

Des outils de suivi seront développés pour notamment documenter le nombre de cas assistés et le type de difficultés rencontrées aussi bien par les enseignants point focaux que les enfants eux-mêmes.

Activité 1.6: Appuyer les enfants des cantines scolaires qui avaient dû fermer en raison du COVID-19 dans les zones les plus vulnérables.

La fermeture des écoles en raison de la pandémie du COVID-19 a eu aussi pour incidence l'augmentation de la vulnérabilité des enfants en zones de forte insécurité alimentaire et qui bénéficiaient jusque-là d'un appui en cantines scolaires. La difficulté d'apprentissage à distance se double, dans ce cas, d'un risque augmenté de malnutrition qui aura une incidence sur la capacité à apprendre. Le risque de décrochage de ces enfants est accru. Afin de limiter les abandons scolaires, la mise en place d'un appui pour maintenir et poursuivre les

cantines scolaires dans 35 écoles (environ 11 550 enfants, 55% de filles) les plus vulnérables sera mis en œuvre au niveau de l'école si elle réouvre et/ou au niveau des familles des élèves de ces écoles dans le cas contraire. Ainsi, aux côtés du gouvernement, l'expertise du PAM sera également sollicitée pour cette composante. Ces écoles feront aussi partie des 2,500 qui bénéficieront du kit de lavage des mains.

Résultat 2 : 825,000 enfants (55% filles) sont soutenus pour accéder et se maintenir dans une Education inclusive de qualité grâce à l'appui durant la période de réouverture des écoles

La réouverture des écoles après la période de confinement est la deuxième étape du projet. La réouverture des écoles est une opportunité de créer une nouvelle école qui offre aux apprenants un nouveaux paquets d'apprentissage dans un environnement résilient aux pandémies. Cependant puisque la fermeture des écoles pourrait être un facteur ou un risque d'abandon scolaire massif surtout les enfants les plus vulnérables, le projet va mener une série de campagnes médiatiques pour s'assurer que la totalité des enfants reviennent à l'école. Un programme scolaire adapté qui intégrera les leçons apprises dans les apprentissages à distance et des opportunités de remise à niveau avec possibilités de tutorat pour les enfants les plus vulnérables. De plus, ce projet va contribuer à améliorer les conditions d'hygiène et assainissement dans les écoles ciblées et la diffusion des messages de prévention du COVID-19. Aussi, il y aura des cours de remise à niveau pour les enfants qui en auront le plus besoin.

Activité 2.1: Mettre en place des normes minimales d'hygiène pour la prévention du COVID-19 à travers la distribution de paquet WASH

Les conditions d'hygiène et Assainissement étaient déjà précaires dans la majorité des écoles en RDC en particulier dans les écoles des zones péri-urbaines et celles rurales. De plus, la plupart de provinces ciblées pour bénéficier du paquet plus complet des activités sont dans les zones faisant face aux épidémies dont le Cholera et Ebola. Les enfants fréquentant les écoles dans ces zones courent donc plus de risques de contamination de la COVID-19 et des autres épidémies ayant un lien avec les lacunes dans les conditions d'eau, hygiène et assainissement. Ainsi, assurer la prévention de la contamination par le COVID-19 aux enfants en s'assurant qu'ils apprennent dans un environnement sûr et propre lors de la réouverture des écoles sera une préoccupation majeure de l'UNICEF et de Save The Children. Un paquet complet des kits de lavages des mains avec des savons, des seaux, etc. seront distribués dans les écoles et centres de formation ciblés par le projet. Tous ces kits seront achetés en collaboration avec les sections Eau, Hygiène et Assainissement.

Cette activité sera faite avec les Provinces Educationnelles (avec l'appui des ONG lorsque nécessaire) notamment les Sous divisions provinciales et les inspecteurs de pool qui joueront un rôle central dans le ciblage des écoles et dans la supervision de l'intervention.

Activité 2.2: Mettre en œuvre un programme accéléré de remise à niveau pour 137,500 enfants (55% filles) y compris le recours au tutorat

Malgré l'apprentissage à distance pendant la période des fermetures des écoles, certains enfants éprouveront des difficultés d'apprentissages lors de la reprise des cours car n'ayant pas complètement bénéficié des programmes d'apprentissages à distance à la suite de difficultés d'accès à l'internet, la radio et la TV, ou bien n'ayant pas réussi à rester focaliser sur les cahiers exercices. Une petite évaluation sera organisée pour tous les enfants du primaire au premier cycle du secondaire pour déterminer le niveau d'acquisition des connaissances par rapport aux attentes de chaque classe. Ceux accusant une très faible performance bénéficieront des cours de remise à niveau pendant trois mois en collaboration avec le Ministère des Affaires Sociales au besoin. Cela

leur permettra d'augmenter leur niveau de connaissance en vue de rejoindre la classe formelle. Tandis que ceux avec une performance moyenne participeront aux activités de tutorat suivant les besoins scolaires de chaque enfant. Les programmes existent déjà.

Activité 2.3: Former 15,000 enseignants sur l'appui psychosocial par les pairs, l'appui psychosocial en classe, l'hygiène la santé et la nutrition y inclus la prévention du COVID-19 en milieu scolaire

Le COVID-19 affectent le bien-être mental des enfants et des enseignants. C'est ainsi qu'après une longue fermeture des écoles, 15,000 enseignants, issus des 2,500 écoles, seront formés sur la manière de se soutenir psychologiquement entre eux et comment assurer un soutien psychosocial des enfants en classe. De plus, ils seront formés sur les bonnes pratiques d'hygiène, de santé et de nutrition en incluant la prévention du COVID-19 en milieu scolaire.

Cette activité sera confiée à la fois au MEPST et aux ONG mais le MEPST au niveau provincial assurera toujours la supervision des formations.

Activité 2.4: Organiser des séances de sensibilisation/ promotion des bonnes pratiques d'hygiène et assainissement en milieu scolaire

Les conditions d'hygiène et Assainissement étaient déjà précaires dans la majorité des écoles en RDC en particulier dans les écoles des zones péri-urbaines et celles rurales. De plus, la plupart de provinces ciblées pour bénéficier du paquet plus complet des activités sont dans les zones faisant face aux épidémies dont le Cholera et Ebola. Ainsi, à la réouverture des écoles, les enfants fréquentant les écoles dans ces zones courent le risque de contamination de la COVID-19 et des autres épidémies ayant un lien avec les lacunes dans les conditions d'eau, hygiène et assainissement.

En vue d'assurer une meilleure prévention contre cette propagation, les mesures d'hygiène et les travaux d'assainissement seront rappelés à travers des séance de sensibilisation à organiser dans les écoles. Aussi, ces messages feront partie d'une campagne de communication médiatique de sensibilisation pour le retour à l'école.

Les outils de promotion et d'hygiène développés seront rendus disponibles au niveau des autorités provinciales pour une diffusion par leurs canaux habituels. Cette activité sera réalisée par le MEPST au niveau déconcentré en collaboration avec les ONG.

Activité 2.5: Organiser une campagne de communication multimédia contextualisée pour la réouverture des écoles visant à appuyer un partage efficace et précis de l'information avec les collectivités.

Après une longue période de fermeture des écoles, il sera important d'organiser une large campagne de sensibilisation pour le retour à l'école mais aussi pour l'application des gestes barrières à l'école. Les messages devront passer par différents types de média pour assurer l'inclusivité dans l'accès à cette information avec un focus sur les enfants issus des communautés les plus vulnérables.

Cette activité sera faite grâce à une collaboration entre le Gouvernement du niveau national au niveau Provincial.

Activité 2.6: Renforcer les capacités des partenaires étatiques provinciaux et nationaux pour améliorer les capacités d'interventions d'urgence pour répondre au COVID-19

La pandémie de COVID-19 a des effets nouveaux sur l'Éducation déjà fragilisée par d'autres crises dans beaucoup de provinces de la RDC. L'Éducation est le seul secteur complètement perturbé par la survenue de

cette pandémie notamment du fait que la réponse nécessite des approches d'apprentissage à distance qui n'étaient pas en place dans le pays. Pour cela, les cadres étatiques du niveau national et provincial ont besoin de développer des capacités pour avoir une meilleure qualité des interventions de réponse éducation aux conséquences du COVID-19. De plus, à travers ce renforcement des capacités, les responsabilités des uns et des autres dans les écoles seront mieux clarifiées et assumées par tous dans l'intérêt des enfants affectés par la crise.

Cette activité sera faite le Gouvernement avec la collaboration des ONG ayant des compétences dans le domaine. En cas de besoin, UNICEF aura recours aux compétences externes pour un renforcement de capacités des acteurs éducatifs opérationnels dans le pays.

O.S.2 : Renforcer la coordination et la planification sur la base d'évidences pour une meilleure réponse à l'urgence de COVID-19 dans le secteur de l'éducation

Résultats 3 : La coordination de la réponse au COVID-19 est améliorée du niveau national au niveau sous national

Pour être efficace, le système d'apprentissage à distance devrait être promu avec le soutien d'une note d'orientation. A cela s'ajoute la mise en place d'un mécanisme de coordination nationale forte des partenaires résolument orientés à soutenir le plaidoyer et la reconnaissance de l'Education dans les urgences, par l'apprentissage à distance notamment. Pour cela, différentes activités ci-dessous, en complémentarité avec celles prévues par Save the Children sous financement FER de ECW, visant le renforcement des capacités des différents acteurs de l'Education y compris le gouvernement particulièrement aux plans provincial et national sont prévues dans ce projet.

Activité 3.1: Renforcer les capacités des partenaires étatiques provinciaux et nationaux et du cluster éducation pour améliorer la qualité et la responsabilité des interventions d'urgence pour répondre aux urgences épidémiques en général et au COVID-19 en particulier

Avant le COVID-19, pour bien répondre aux urgences préexistantes, les capacités des partenaires étatiques et ceux du cluster Education n'étaient pas encore au stade souhaitable, même s'il a bien progressé à la faveur des réponses récentes aux crises humanitaires et d'un certain nombre de formations récentes. La survenue du COVID-19 a donc exacerbé la situation. En réponse à ces besoins et pour une meilleure qualité de la réponse au COVID-19, il est prévu des ateliers de renforcement des capacités des cadres du Gouvernement et des membres du cluster Education sur les normes minimales de l'Education en situation d'urgence et sur leur niveau de responsabilité pour une réponse réussie aux épidémies en général et au COVID-19 en particulier dans le secteur de l'Education

Ces ateliers seront facilités par la Coordination du cluster Education en RDC (Gouvernement, Save the Children, Unicef et d'autres) avec l'appui du Cluster Mondial Education.

Activité 3.2: Renforcer les capacités des partenaires sur la Prévention de l'Abus et l'exploitation sexuelles (PSEA) et la Protection des enfants dans les programmes d'éducation à distance.

La période de confinement des enfants dans leur domicile à cause de la fermeture des écoles est un facteur d'exacerbation des risques d'abus, de violence en tous genre, d'exploitation et de mariage d'enfants ainsi que leur recrutement par des groupes armés. Ainsi, les partenaires de mise en œuvre et l'ensemble des parties

prenantes recevront une orientation sur les politiques de protection de l'enfant à des fins de prévention et/ ou d'intervention en faveur des enfants aussi bien durant la période de fermeture qu'à leur réouverture. Un accent particulier sera mis sur les adolescentes pour s'assurer qu'elles ne soient pas victimes de mariage précoce et autres violences sexistes.

Cette activité sera menée par les ONG ayant une expertise dans ce domaine et avec l'étroite implication des services provinciaux des Ministères des affaires sociales et de l'éducation primaire et secondaire.

Activité 3.3: Produire une note d'orientation pour l'enseignement à distance en RDC dans le contexte des urgences.

L'enseignement à distance souffre encore de peu de soutien et de cohérence au niveau institutionnel. Les Ministères en charge de l'éducation ne disposent pas encore, pour l'apprentissage à distance, d'un programme adapté ni de toute la didactique des matières de tous les niveaux ni les scripts d'enseignement/apprentissage à distance prêts à l'emploi par la communauté éducative. Les expériences existantes ou en cours de développement sont encore éparpillées et la plupart ne sont pas encore utilisées à grande échelle. Elles ne pourront être recommandées qu'après une véritable évaluation. Ainsi le projet va, en collaboration avec les Ministères de tutelle et l'ensemble des partenaires reconnues dans la promotion de l'Éducation à distance, concevoir une note d'orientation sur l'Éducation à distance en RDC. Cette note d'orientation sera conçue en se basant sur les feedbacks des enseignants, des apprenants, des parents, les pratiques existantes, l'expérience des autres partenaires nationaux et Internationaux et les leçons apprises durant la mise de ce projet. Elle permettra non seulement d'institutionnaliser l'enseignement apprentissage à distance au-delà de cette période de crise mais également de la pérenniser à l'échelle du pays.

Une fois validée, les ministères de tutelle seront aussi chargés d'assurer une large diffusion de cette note depuis le niveau national jusqu'aux écoles.

Résultat 4 : La production des évidences sur les programmes d'apprentissage à distance est développée grâce notamment aux initiatives de recherche et d'études.

Le projet conduira une série d'évaluations et d'études, collectera une somme d'évidences et d'apprentissages liés à la mise en œuvre. Toutes ces données serviront à réorienter le système éducation vers davantage de résilience mais également à la conception d'une approche de passage à l'échelle.

C'est dans ce cadre que les activités suivantes sont planifiées.

Activité 4.1: Faire une évaluation sur l'enseignement à distance et une autre sur le projet de réponse éducation au COVID-19 en RDC

Considérant que l'apprentissage à distance est une innovation qui sera mise en œuvre à l'échelle nationale, en réponse à la fermeture des écoles du fait de la pandémie du COVID-19, il n'existe donc pas de situation de référence de l'apprentissage à distance en RDC. Une évaluation de l'apprentissage à distance et une autre sur le projet seront effectuées à partir d'un échantillon d'écoles et de structures d'apprentissage sélectionnées dans les provinces ciblées, en vue d'analyser la pertinence, l'efficacité, l'efficience et les effets de l'apprentissage à distance et du projet d'éducation en réponse au COVID-19 y compris les raisons des écarts entre les plans/objectifs initiaux et les réalisations obtenues dans et autour des écoles et autres structures d'apprentissage.

Chacune de ces évaluations sera assortie d'un plan de gestion des recommandations des évaluations et d'une note opérationnelle de plaider pour le développement de l'apprentissage à distance dans le pays comme moyen de réduire le nombre d'enfants et adolescents en dehors de l'école.

Des consultants (individuel ou bureau de consultance) seront recrutés pour faire ces études. Dans ce processus, un comité de pilotage conduit par le MEPST sera mis en place pour assurer la qualité de ces études et valider les recommandations.

Activité 4.2: Mettre en place des outils de suivi et évaluation pour les programmes d'apprentissage à distance.

L'apprentissage à distance à l'échelle nationale étant une approche nouvelle en RDC, il est important de mettre en place des outils appropriés pour un bon suivi et évaluation des programmes d'apprentissage. Pour y arriver, les cours donnés à distance par l'entremise de la radio ou de la télévision seront évalués suivant un échantillon d'apprenants avec une attention particulière sur les filles et les enfants à besoins spécifiques par niveau mais également suivant une enquête auprès des parents. Les résultats des évaluations permettront de révéler des tendances sur les niveaux des acquisitions, les difficultés des apprenants et des parents, les succès et contraintes, etc.

Cette activité sera conduite par le MEPST provincial, avec l'appui du niveau national) qui sera impliqué dans la détermination des échantillons et dans la validation des résultats avec l'appui des organisations de la société civiles locales.

O.S.3 : O.S.3: Renforcer la résilience du système éducatif ainsi que la prévention et la préparation de la réponse éducation à la pandémie du COVID-19

Résultat 5 : Le système éducatif est plus résilient aux épidémies grâce aux mesures de prévention et de protection mises en place et opérationnelles

Le projet va œuvrer à ce que le système éducatif puisse entreprendre autrement les apprentissages scolaires en institutionnalisant les leçons apprises. Toutes les plateformes multimédias qui auront fait des résultats probants dans l'apprentissage à distance vont être maintenues dans leur utilisation même pendant la réouverture des écoles pour servir non seulement de complémentarité mais aussi d'élément permanent dans la culture des apprentissages. Ainsi toute éventuelle perturbation du système scolaire se passerait avec moins de dommage dans la continuité des apprentissages. Il convient de noter que les acquis de cette expérience serviront de base pour des stratégies nouvelles permettant de répondre aux besoins innovants des enfants en RDC dans un contexte de récurrence des crises et de raréfaction financière.

Les comités de gestion des écoles doivent continuer à recevoir un renforcement de capacités lié à la sensibilisation des populations au COVID-19 et à la nécessité d'une planification et gestion des écoles basées sur la prévention des épidémies et autres crises. Les écoles vont établir un système de gestion des informations d'absences des élèves et du personnel lié aux maladies à des fins d'alerte précoce et de prévention en collaboration avec les systèmes de santé

Afin de renforcer la résilience du système éducatif y compris la préparation aux urgences et la prévention, les activités ci-dessous sont planifiées.

Activité 5.1: Sensibiliser les parents sur l'importance de la continuité de l'éducation et comment appuyer l'apprentissage de leurs enfants

L'apprentissage hors classe et sans enseignant en présentiel est une approche nouvelle pour tous. Or, les parents instruits ou pas doivent y jouer un rôle central pour l'atteinte de l'objectif d'assurer la continuité de l'Education pendant la fermeture des écoles. C'est dans ce contexte que des messages radio et télévisions seront spécifiquement conçus à l'endroit des parents pour les sensibiliser sur l'alternative qu'est l'Education à distance et de ses implications pour les ménages, les familles. Le minimum de disposition à prendre pour un parent afin de mettre ses enfants dans les conditions favorables pour bénéficier efficacement des apprentissages à distance pendant cette période de fermeture et après l'ouverture des écoles sera communiqué aux parents à travers la radio, la télévision et des facilitateurs communautaires.

Les parents seront également sensibilisés, sur les pratiques parentales d'encadrement des apprentissages des enfants à domicile pendant ces périodes de COVID-19. L'objectif de cette sensibilisation est d'arriver à faire comprendre aux parents qu'ils sont le premier enseignant de l'enfant et qu'il est important qu'ils s'investissent dans la mesure de leurs capacités quotidiennement pour assurer la continuité des apprentissages des enfants.

Cette activité sera menée par les ministères en charge de l'Education au niveau national et dans les provinces en collaboration avec les ONG.

Activité 5.2 : Assurer l'inclusion des épidémies dans le développement des plans de contingence au niveau des sous divisions provinciales

En RDC, les sous Divisions Provinciales de l'éducation ne disposent pas toutes de plan de contingence pour la réponse aux différentes crises sur base des analyses faites spécifiquement à chaque contexte. Cela a comme conséquence le fait que le Gouvernement n'est pas toujours prêt à répondre immédiatement en cas de nouvelle crise. C'est dans ce contexte que des ateliers d'identification des leçons apprises de la pandémie COVID-19 et d'autres épidémies comme Ebola mais aussi leur impact sur le système scolaire, seront conduits pour alimenter la préconception de la résilience du système éducatif vis-à-vis non seulement du COVID-19 mais également de toute autre épidémie ou crises. Les moyens, institutionnels, les repositionnements des acteurs clés, le repositionnements de matériel et la surveillance des crises seront des éléments déterminants pour revitaliser les plans de contingence eu égard aux leçons apprises sur le COVID-19.

C'est chaque Sous Divisions provinciale qui coordonnera la réflexion et la prise de décision sur le contenu de ces plans de contingence tandis que les ONG contribueront techniquement grâce à leur expertise afin d'en assurer la qualité et la faisabilité.

Activité 5.3: Développer des plans de contingence au niveau des écoles

La COVID-19 est une nouvelle crise pour laquelle les écoles n'étaient pas préparées. Ainsi, il est important que les leçons apprises du COVID-19 soient utilisées pour reconfigurer un nouvel environnement scolaire suffisamment centré sur les normes minimales d'hygiène et d'assainissement, les bonnes pratiques d'hygiène, l'adoption des gestes barrières, du management du stress et de l'appui psycho social des enfants et enseignants affectés par la pandémie. De plus, il y aura l'intégration des règles d'hygiène dans les activités de compétences de vie courantes. Il sera également mis en place un système de gestion des absences des élèves et enseignants en coordination avec les structures sanitaires pour déterminer des alertes précoces et prévenir la propagation de certaines maladies mais également prévenir toute pandémie potentielle dans les écoles.

Ce travail sera effectué grâce à l'appui des ONG en collaboration avec les Sous Division Provinciales et les écoles ainsi que les COPA/COGES car ce sont -eux qui prendront les décisions sur les plans de contingence répondant à leurs besoins.

Activité 5.4: Diffuser des messages qui sauvent des vies en milieu scolaire et à distance

La plupart des enfants, parents et enseignants n'accèdent pas facilement aux informations relatives à la pandémie du COVID-19. Cela a pour conséquence leur ignorance sur les conduites à risque qu'il faut éviter.

C'est ainsi que ce projet va préparer des spots et messages de prévention de COVID-19 qui seront régulièrement émis par l'entremise de la radio, la télévision et les sociétés de téléphonie en l'endroit des élèves, écoles et éducateurs. Ces spots et messages seront intégrés dans les séquences des leçons donnés à la radio mais également dans d'autres émissions susceptibles d'être écoutées par les élèves et les éducateurs. A la réouverture des écoles, des outils de communication sur le COVID-19 seront développés et utilisés dans l'environnement lettré et l'environnement de communication interne des écoles.

Cette activité sera menée par les Ministères en charge de l'Education depuis le niveau national jusqu'au niveau provincial.

Activité 5.5: Capitaliser les plateformes multimédias pour améliorer la formation des enseignants à distance

La formation des enseignants à distance est une approche nouvelle en RDC. Il est important qu'elle soit bien capitalisée pour que les leçons apprises servent dans les futurs programmes.

A travers la présente activité, il s'agira donc de mettre en place un dispositif pour que les enseignants puissent se former à distance pendant la fermeture et la réouverture des écoles. L'Unesco a développé de très bons contenus pour la formation des enseignants à distance et il faudra s'assurer que ces contenus et d'autres puissent être mis sur des plateformes ayant de plus large couverture. Non seulement cela permettra efficacement de ventiler les outils et les ressources disponibles en matière d'enseignement/apprentissage mais également de promouvoir l'échange et les relations de pair entre enseignants pour soutien mutuel.

Faite selon un processus consultatif avec les partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, cette activité sera coordonnée par le MEPST au niveau national. La recherche action à mener sur la capitalisation des plateformes existantes permettra ainsi de fournir des recommandations pour l'amélioration de la formation des enseignants à distance.

Activité 5.6: Améliorer le programme national pour le rendre plus interactif (activités ludiques, chansons, poèmes, etc.) intégrant plus d'aspects de protection et de promotion de l'hygiène, santé, la santé mentale appui psychosocial, etc.

Le programme national de la RDC n'intègre pas suffisamment d'activités ludo-pédagogiques pour la promotion des bonnes pratiques d'hygiène, de santé pour les enfants et il ne tient pas suffisamment compte des aspects cruciaux comme la Protection de l'enfant, l'appui psychosocial, et la santé mentale. Cela constitue une lacune énorme dans un pays en proie aux crises prolongées et aux nouvelles crises en plus des problèmes d'ordre structurel.

C'est ainsi que ce projet envisage de contribuer à son amélioration. A la réouverture des écoles, les activités ludiques, les activités basées sur les compétences de vie courantes, les chants et les jeux devront être repopularisés et conçus avec des messages sur l'hygiène, le COVID-19, contre la stigmatisation, etc.

Cette activité sera coordonnée par le MEPST au niveau national avec implication de différentes parties prenantes issues des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux qui apporteront leur expertise dans ce processus de révision.

Activité 5.7: Développer un modèle soutenable et durable d'apprentissage par radio exploitable en temps et hors temps de crises.

Que ce soit dans les zones affectées par les crises y compris COVID-19 ou dans le pays en général, beaucoup d'enfants en âge scolaire en RDC n'accèdent pas à l'Education car l'offre des services ne correspond pas toujours aux attentes de la population. L'introduction à l'échelle de l'apprentissage à distance dans la réponse au COVID-19 est donc une opportunité pour solutionner de façon durable un problème déjà existant.

Ainsi, ce projet prévoit de soutenir, à la réouverture des écoles, une évaluation de toutes approches et technologies utilisées pour entreprendre la continuité des apprentissages seront évaluées. Les approches, outils, et technologies qui auront produits le plus de résultats probants seront maintenus et institutionnalisés par la tutelle pour continuer à être utilisés même pendant la réouverture des écoles et ainsi bâtir la culture des apprentissages à distance même hors temps de crises. Cette activité se focalisera plus sur l'apprentissage par la radio qui est le media le plus accessible. La RDC faisant aux multiples défis à la suite des crises et aux problèmes structurels, il est important de développer une approche d'apprentissage par radio qui soit durable. Le modèle sera développé sur la base des leçons apprises dans la réponse au COVID-19. Une fois mis en place, ce modèle sera utilisable aussi bien pour les interventions de réponse aux crises que dans celles de développement dans le secteur de l'Education. Cela permettra d'augmenter le nombre d'enfants qui accèdent à l'Education avec un focus sur les enfants les plus défavorisés.

L'activité sera coordonnée par le MEPST au niveau central avec l'appui des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux du niveau provincial.

9. CHRONOGRAMME DES ACTIVITES

Activités	Q1			Q2			Q3			Q4			Q5			Q6		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
Résultat 1 : 13,9 millions d'enfants et d'adolescents (55% filles) accèdent à une éducation inclusive de qualité grâce aux approches d'apprentissage à distance et de protection adaptées au contexte de fermeture des écoles																		
Activité 1.1: Produire du matériel d'enseignement à distance basé sur le programme national adapté à chaque type de media (radio, télévision, internet) et des matériaux en papier (livrets et autres paquets d'apprentissage) pour une réponse immédiate au COVID-19.																		
Activité 1.2: Diffuser le matériel d'enseignement à distance basé sur le programme national adapté à chaque type de media (radio, télévision, Internet,) et des																		



Activités	Q1			Q2			Q3			Q4			Q5			Q6		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
matériaux en papier (livrets et autres paquets d'apprentissage) aux élèves pour une réponse immédiate au COVID-19																		
Activité 1.3: Développer et diffuser des messages radio, SMS et email à destination des parents/tuteurs, COPA/ COGES et autres acteurs de l'Education sur l'importance de la continuité de l'éducation (en particulier pour les groupes vulnérables), la protection de l'enfance, le bien-être des enfants, les jeux, et le suivi de l'apprentissage d'enfants																		
Activité 1.4: Partager du matériel d'apprentissage (radios, livrets) aux enseignants, points-focaux etc.																		
Activité 1.5: Mettre en place un mécanisme d'interaction /feedback à distance entre des points focaux/enseignants et les enfants en apprentissage.																		
Activité 1.6: Appuyer les enfants des cantines scolaires qui avaient dû fermer en raison du COVID-19 dans les zones les plus vulnérables.																		
Résultat 2 : 825,000 enfants (55% filles) sont soutenus pour accéder et se maintenir dans une Education inclusive de qualité grâce à l'appui durant la période de réouverture des écoles																		

Activités	Q1			Q2			Q3			Q4			Q5			Q6		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
Activité 2.1: Mettre en place des normes minima d'hygiène pour la prévention du COVID-19 à travers la distribution de paquet WASH																		
Activité 2.2: Mettre en œuvre un programme accéléré pour la remise à niveau pour 137,500 enfants (55% filles) y compris le recours au tutorat																		
Activité 2.3: Former 15,000 enseignants (30% femmes) sur l'appui psychosocial par les pairs, appui psychosocial en classe, l'hygiène la santé et la nutrition y inclus la prévention du COVID-19 en milieu scolaire																		
Activité 2.4: Organiser des séances de sensibilisation/ promotion des bonnes pratiques d'hygiène et assainissement en milieu scolaire																		
Activité 2.5: Organiser une campagne de communication multimédia contextualisée pour la réouverture des écoles visant à appuyer un partage efficace et précis de l'information avec les collectivités.																		

Activités	Q1			Q2			Q3			Q4			Q5			Q6		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
Activité 2.6: Renforcer les capacités des partenaires étatiques provinciaux et nationaux pour améliorer les capacités d'intervention d'urgence pour répondre au COVID-19																		
Résultat 3 : La coordination de la réponse au COVID-19 est améliorée du niveau national au niveau sous national																		
Activité 3.1: Renforcer les capacités des partenaires étatiques provinciaux et nationaux et du cluster éducation pour améliorer la qualité et la responsabilité des interventions d'urgence pour répondre aux urgences épidémiques en général et au COVID-19 en particulier																		
Activité 3.2: Renforcer les capacités des partenaires sur la Prévention de l'Abus et exploitation sexuelles (PSEA) et la Protection des enfants dans les programmes d'éducation à distance																		
Activité 3.3 : Produire une note d'orientation pour l'enseignement à distance en RDC dans le contexte des urgences.																		
Résultat 4 : La production des évidences sur les programmes d'apprentissage à distance est développée grâce notamment aux initiatives de recherche et d'études.																		
Activité 4.1: Faire une évaluation sur l'enseignement à distance et une autre sur le																		

Activités	Q1			Q2			Q3			Q4			Q5			Q6		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
projet de réponse éducation au COVID-19 en RDC																		
Activité 4.2: Mettre en place des outils de suivi et évaluation pour les programmes d'apprentissage à distance.																		
Résultat 5 : Le système éducatif est plus résilient aux épidémies grâce aux mesures de prévention et de protection mises en place et opérationnelles																		
Activité 5.1: Sensibiliser les parents sur l'importance de la continuité de l'éducation et comment appuyer l'apprentissage de leurs enfants																		
Activité 5.2 : Assurer l'inclusion des épidémies dans le développement des plans de contingence au niveau des sous divisions provinciales																		
Activité 5.3: Développer des plans de contingence au niveau des écoles																		
Activité 5.4: Diffuser des messages qui sauvent des vies en milieu scolaire et à distance																		

Activités	Q1			Q2			Q3			Q4			Q5			Q6		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12	M13	M14	M15	M16	M17	M18
Activité 5.5: Capitaliser les plateformes multimédias pour améliorer la formation des enseignants à distance																		
Activité 5.6: Améliorer le programme national pour le rendre plus interactif (activités ludiques, chansons, poèmes, etc.) intégrant plus d'aspects de protection et de promotion de l'hygiène, santé, la santé mentale, appui psychosocial en classe, etc.																		
Activité 5.7: Développer un modèle soutenable et durable d'apprentissage par radio exploitable en temps et hors temps de crises.																		

10. APPROCHE MULTISECTORIELLES

10.1 Engagement Communautaire

L'engagement communautaire est au cœur de toutes les interventions de l'UNICEF. Son importance est encore plus accrue en situation d'urgence en effet, l'engagement communautaire amène les personnes concernées à comprendre les risques auxquels elles sont confrontées et à mieux s'y préparer et absorber les éventuels chocs.

L'expérience montre que le renforcement de la prestation de services doit s'accompagner d'un soutien pour une demande et une acceptation accrue des services, la promotion des pratiques communautaires et familiales clés et la création d'un environnement favorable où elles peuvent être pratiquées, ainsi que par le renforcement des capacités des membres de la communauté à prendre la responsabilité du développement de leurs enfants. Les approches communautaires renforcent la cohésion sociale et promeuvent des changements individuels et collectifs essentiels à la survie, au développement et à la protection des enfants dans un environnement social favorable.

L'UNICEF encourage l'action au niveau communautaire en partenariat avec des organisations confessionnelles et avec le soutien du réseau étendu de plus de 40 000 cellules d'action communautaire (CAC).

10.2 Génération d'évidences

L'UNICEF et Save the Children, aux côtés du gouvernement, entreprendront des recherches opérationnelles pour mieux comprendre les déterminants sociaux et les obstacles à l'accès aux services sociaux essentiels. Des analyses rapides et régulières des données relatives aux indicateurs de l'éducation dans le cadre de la réponse au COVID-19 seront conduites tout au long du projet afin de générer des évidences pour aider à la prise de décision.

Save the Children sera particulièrement chargé de conduire directement la plupart de ces recherches et évaluation mais avec une collaboration très étroite avec l'UNICEF et le MEPST.

10.3 Genre et Inclusion

Lors de la mise en œuvre, les activités/ou mesures pour répondre aux besoins spécifiques, aux intérêts, aux capacités et à la vulnérabilité des filles seront mises en place pour réduire les obstacles à l'accès, limiter les risques de violence basée sur le genre. Il s'agira de contourner ou adresser les barrières ou normes traditionnelles de genre pouvant entraver l'intérêt et la bonne marche des activités d'éducation à distance offertes aux enfants dans toutes leurs catégories.

Le projet sera suffisamment orienté vers le Genre et Inclusion et sera spécialement sensible aux besoins des filles et garçons, aux enfants vivant avec handicap et aux minorités. Ainsi, dans la distribution des outils d'apprentissage à distance, le projet va déployer une stratégie d'inclusion.

Les parents et l'ensemble des acteurs impliqués dans la provision de soutien matériel, dans le suivi technique des apprentissages à domicile et dans le soutien moral seront sensibilisés au respect strict des mesures de protection des filles contre les abus de tout genre, l'exploitation et les mariages d'enfants. A cet effet, un protocole de protection de l'enfant avec un focus sur les filles et les autres enfants les plus vulnérables sera signé par tous les acteurs appelés à jouer un rôle de facilitateur dans le cadre de ce projet. Save the Children et UNICEF veilleront au respect strict des protocoles de protection des enfants, particulièrement en faveur des filles et des enfants vivant avec un handicap

La campagne de préparation à la réouverture des écoles aura un accent particulier sur les filles adolescentes pour s'assurer qu'elles retournent à l'école grâce à l'implication des enseignantes notamment puisqu'elles



constituent le plus souvent les seuls modèles féminins en zone rurales . A la réouverture des écoles, il y aura un focus sur la gestion des écoles orientée sur le genre et l'inclusion. Il s'agira de former le personnel éducatif et les parents (COPA/COGES) pour améliorer les conditions d'hygiène dans les écoles en faveur des filles et des enfants handicapés

Dans les écoles et les communautés bénéficiant d'interventions, le projet mettra en œuvre une approche basée sur des champions du genre afin de promouvoir le genre et l'inclusion auprès des chefs d'établissement et des partenaires locaux qui ensuite pour former le personnel scolaire et aux COPA/COGES.

Les principaux éléments à considérer seront :

- S'attaquer au problème de la violence domestique/familiale ou de violence en milieu d'apprentissage
- Mettre en place une stratégie de l'égalité de genre pour favoriser un accès égal aux filles et garçons ;
- Développer le leadership des filles en milieu scolaire.

Aux côtés du gouvernement, Save The Children et l'UNICEF utiliseront des outils adaptés pour consulter les communautés au début du projet, analyser les données et informations existantes pour mettre en évidence les besoins ou difficultés des enfants vulnérables, des enfants à risque ou des enfants de groupes marginalisés. En utilisant ces informations, SC et l'UNICEF adapteront les activités du projet afin de promouvoir des approches inclusives.

En outre, lors des visites de suivi régulières, SC et l'UNICEF analyseront les lacunes pour s'assurer que les services d'éducation atteignent les personnes les plus vulnérables. Des ajustements seront effectués si des lacunes sont observées. Ainsi, lors de la collecte régulière de données désagrégées par âge/sexes, vulnérabilité le personnel de SC/et UNICEF pourra les analyser avec le MEPST pour déterminer si les enfants vulnérables sont en mesure d'accéder et d'assister aux séances, s'ils sont ciblés et suivis. En outre, SC et UNICEF adapteront les mécanismes de traitement des plaintes.

11. SUIVI ET EVALUATION ET ATTENUATION DES RISQUES

11.1 Suivi & Evaluation

Cette composante sera faite en étroite collaboration avec le MEPST, L'UNICEF, Save the Children et les partenaires de mise en œuvre pour la conception et la mise en œuvre d'une approche globale en matière d'assurance qualité, de redevabilité, de suivi d'évaluation, et de gestion de la connaissance, en veillant à ce que les fonctions et les considérations spécifiées par le PME soient respectées.

Tous les aspects du projet feront l'objet d'un suivi régulier tout au long de la période de mise en œuvre grâce à (i) des visites sur le terrain, effectuées par le personnel de Save the Children (SC) et de l'UNICEF en collaboration avec le personnel des ministères en charge de l'éducation (MEPST, Ministère des Affaires Sociales, Ministère du Genre), et (ii) des réunions régulières du Cluster Education et du groupe local de l'éducation. Les partenaires de mise en œuvre feront le suivi permanent des activités ; les données désagrégées (par sexe, niveau d'enseignement, zone géographique) sur l'état de la mise en œuvre du projet seront partagées avec l'UNICEF et le gouvernement tous les mois afin d'assurer un rapport d'avancement approprié au Partenariat Mondial pour l'Education. De façon globale, SC et UNICEF seront co-responsables dans la coordination, le suivi des activités et l'évaluation du projet mais UNICEF demeurera le responsable en dernier ressort vis-à-vis du PME.

Save the Children (SC) et les bureaux de l'UNICEF dans chaque province jouent un rôle majeur dans le contrôle de la qualité du programme, avec l'appui de la section de suivi et d'évaluation de l'UNICEF. L'UNICEF et SC veilleront à ce qu'un plan de suivi/évaluation solide soit intégré à la conception, à la mise en œuvre et à la fin du projet. Les visites de programme sont essentielles pour « établir une relation de confiance » avec les partenaires, identifier et résoudre les difficultés de mise en œuvre avant qu'ils ne deviennent pas plus

importantes, et contribuer à garantir les progrès accomplis dans la réalisation des résultats prévus. Le système de suivi/évaluation assurera la qualité des données lors de visites régulières du programme et de l'assurance de la qualité des données. Il s'agira de la vérification périodique des données et des sources de données. Après les visites du programme et de l'assurance qualité, les partenaires et les autres membres du personnel seront informés des actions correctives à mettre en œuvre. Lorsque cela sera possible et approprié, SC et l'UNICEF introduiront et incorporeront des innovations dans le suivi des projets afin d'améliorer l'utilisation des données pour la prise de décision. Cela comprendra le recours au monitoring par des tiers (Third Party Monitoring) ou bien la surveillance en temps réel à l'aide de SMS, pour des rapports en temps voulu et une responsabilisation accrue à l'égard des populations touchées.

Plus concrètement, le travail de suivi comprend 1) les visites sur le terrain du personnel de l'UNICEF et SC pendant la mise en œuvre pour s'assurer de l'impact durable de l'assistance ; 2) l'analyse de l'exactitude des données fournies par les partenaires de mise en œuvre, y compris des informations mises à jour par rapport à des indicateurs prédéfinis ; et 3) l'examen des rapports mensuels et trimestriels soumis par les partenaires d'exécution. En examinant et en contre-vérifiant les trois sources, l'UNICEF et SC seront en mesure de suivre l'avancement des programmes, d'identifier les goulots d'étranglement et de mettre en place les mesures pour y remédier en temps opportun, en coordination avec les partenaires d'exécution.

Les modalités d'assurance qualité relevant de l'approche harmonisée des transferts de Cash adoptées par certaines agences des Nations Unies devront s'appliquer. Ainsi, dans le cadre du HACT (Harmonized Approach to Cash Transferts-Approche harmonisée de transfert de fonds), l'UNICEF est le responsable de l'assurance qualité du projet, et effectuera à ce titre les Visites Programmatiques (VP), Spot Check (SC) et un audit des partenaires de mise en œuvre (cas des projets dont le total de décaissement est supérieur ou égal à plus de 500,000 dollars américains).

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, des partenaires de mise en œuvre (ONG) seront sélectionnés en plus des activités directement menées par les autorités gouvernementales aux niveaux provincial et national. Ces partenaires d'exécution feront la mise en œuvre et le suivi des interventions d'éducation en situation d'urgence et contribueront à garantir l'accès à une éducation de qualité sans interruption dans un environnement d'apprentissage sûr et protecteur.

Un mécanisme de coordination impliquant les autorités des ministères (MEPST, Ministère des Affaires Sociales, Ministère du genre, ONG et représentants des communautés) sera mis en place, ancré sur le comité de concertation sectoriel (CCS) et incluant le cluster éducation existant au niveau national et sous national qui est un des comités de concertation technique (CCT). Pour le présent projet, l'UNICEF fera une présentation lors des réunions trimestrielles du CCS afin que tous les partenaires soient informés sur les progrès dans la mise en œuvre, les défis majeurs éventuels et envisager ensemble des solutions pour les contourner. Tirant les leçons de l'expérience récente sur la coordination du PAQUE notamment il sera mis en place un mécanisme souple de partage d'informations et d'alerte sur l'exécution des interventions y compris l'exécution financière à travers des rencontres mensuelles avec les acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux du projet ainsi que les partenaires techniques et financiers. L'UNICEF et Save the Children s'emploieront à assurer une approche de partenariat stratégique dans la coordination du projet pour un dialogue subséquent à la mobilisation de futurs fonds.

11.2 Atténuation des risques et durabilité du programme

N°	RISQUES	MESURES D'ATTENUATION
1	Le gouvernement de la RDC revient sur son engagement à soutenir la mise en œuvre de l'éducation en situation d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plaider auprès des responsables gouvernementaux décentralisés pour améliorer les services éducatifs dans les zones les plus nécessiteuses ▪ Influencer les partenaires externes tels que les gouvernements et les communautés de donateurs pour encourager la réponse humanitaire, en particulier les interventions d'ESU
2	Réticence des communautés à accepter les interventions d'apprentissage à distance au bénéfice de leurs enfants, freinant ainsi la mise en œuvre du projet	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Continuer à soutenir la mobilisation communautaire par des messages radio et télévisés sur l'importance de poursuivre l'éducation par l'apprentissage à distance ▪ Créer des partenariats solides avec les parties prenantes locales
3	Ressources financières insuffisantes pour couvrir les besoins et poursuivre la prestation de services après le projet en cours	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Plaider auprès des partenaires de développement pour un financement à long terme pour le lien humanitaire-développement. ▪ Renforcer les autorités éducatives provinciales pour qu'elles prennent l'initiative en matière de prestation de services continue ▪ Mettre en place des activités génératrices au niveau des communautés avec l'implication des COPA/COGES autour des écoles pour faciliter une certaine pérennisation et autonomie
4	Insuffisance d'assurance qualité et de manquement des prestataires de service dans l'approvisionnement des documents et outils d'apprentissage aux bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer que la chaîne de production et distribution des intrants est établie depuis le niveau national jusqu'au bénéficiaire final ▪ Impliquer les structures provinciales, sous provinciales et locales ainsi que les communautés dans le processus de distribution des intrants ▪ Lancer (là où cela n'est pas encore fait) de façon transparente suivant les principes UNDP des appels d'offres à manifestation d'intérêt pour les différents services suivant les lieux ciblés par la proposition ▪ Etablir là où cela n'est pas encore fait des « Long term Agreement" (LTA) avec des prestataires de service pour l'impression, le transport et la distribution des intrants

12. BUDGET PLANIFIE

Le budget planifié pour ce projet s'élève à 15 millions de dollars américains. La réduction du montant du financement a conduit automatiquement à réduire aussi la cible. La réduction a porté aussi sur le « Coût moyen direct de mise en œuvre, suivi, gestion de l'information et de coordination » proportionnellement aux activités retenues pour une réponse immédiate.

De plus, comme l'UNICEF et d'autres partenaires continuent à mobiliser les financements et étant donné aussi que UNICEF et Save the Children assurent le co-leadership du cluster Education, les deux partenaires vont tenir compte de ces activités coupées lors de cette révision (par exemple: l'achat des radios pour les enfants les plus vulnérables) dans la préparation/coordination des propositions en cours ou à venir en réponse au COVID19 grâce à l'appui des autres bailleurs. Il y aura donc une complémentarité avec différents autres projets.

Description des résultats	Coût (en USD)
Résultat 1 : 13,9 millions enfants et adolescents de 3-15 ans (55% Filles) accèdent à une Education inclusive de qualité grâce aux approches d'apprentissage et de protection adaptées au contexte de fermeture des écoles	6,197,432
Résultat 2 : 825,000 enfants sont soutenus pour accéder et se maintenir dans une Education inclusive de qualité grâce à l'appui durant la période de réouverture des écoles	5,175,217
Résultat 3 : La coordination de la réponse au COVID est améliorée du niveau national au niveau sous national	979,465
Résultat 4 : La production des évidences sur les programmes d'apprentissage à distance est développée grâce notamment aux initiatives de recherche et d'études	476,619
Résultat 5 : Le système éducatif est plus résilient aux épidémies grâce aux mesures de protection mises en place et opérationnelles	1,060,156
Approche multisectorielle par l'engagement communautaire et génération d'évidence	250,000
Suivi du projet et gestion des connaissances	125,000
Visibilité du projet	41,667
Gestion efficace et efficiente des opérations de soutien au projet	694,444
TOTAL	15,000,000

Plus de détails sur le budget planifié sont visibles en cliquant sur l'icône ci-contre.

13. PARTENARIATS

Save the Children et l'UNICEF travaillent avec un large éventail de partenaires en RDC, y compris les ONG locales et les ONG nationales, les ministères de tutelle et d'autres entités gouvernementales ainsi que des Agences Onusiennes intervenant dans le secteur de l'Education.

Ces organisations possèdent souvent des forces et des avantages comparatifs enracinés dans leurs liens locaux, leur portée géographique. Cependant, la plupart des partenaires locaux en RDC ont une faible expérience des apprentissages à distance en plus des problématiques y afférentes. Ainsi, dans le cadre de ce projet, Save the Children et UNICEF focaliseront aussi sur leur accompagnement pour renforcer leurs capacités. L'objectif est de les amener à pouvoir jouer pleinement un rôle de premier plan dans la mise en œuvre des protocoles d'atteinte et de couverture des cibles, de promotion de Genre, de Protection des enfants, de campagne de communication et sur la préparation du retour à l'école ainsi que la promotion et la pérennisation des apprentissages à distance après la pandémie.

Les partenaires seront sélectionnés selon les lignes directrices et attentes spécifiques et vision du PME et des procédures de l'UNICEF

14. VISIBILITE

L'UNICEF et Save the Children reconnaîtront largement la généreuse contribution du Partenariat Mondial pour l'Education dans les rapports de progrès, les communications publiques, les présentations, les déclarations, les publications, les réunions des groupes des Nations Unies, les réunions avec les partenaires gouvernementaux ; les réunions du cluster éducation et les médias sociaux. L'objectif clé de la visibilité et du plan de communication consistera à démontrer l'impact positif de la contribution du Partenariat Mondial pour l'Education à l'amélioration des services essentiels d'éducation pour les enfants et les communautés les plus vulnérables en RDC.

L'utilisation du logo Partenariat Mondial pour l'Education à travers du matériel de visibilité (autocollants, panneaux, etc.) sera utilisé pour assurer la visibilité du donateur.

15. RAPPORTAGE

En conformité avec les lignes directrices convenues entre l'UNICEF et le Partenariat Mondial pour l'Education en matière de rapportage, l'UNICEF procèdera à la vérification des données collectées et consolidées par Save the Children au niveau des zones d'interventions en vue de produire tous les différents rapports. En cas de nécessité l'UNICEF collectera des informations additionnelles de nature à enrichir les rapports produits.

Les rapports aux donateurs se résument comme suit :

1. Rapport annuel de la mise en œuvre du programme : à la fin de chaque année, un rapport annuel sera produit et transmis. Ce rapport consolidera les données des rapports périodiques des partenaires de mise en œuvre pour déterminer le niveau d'atteinte des résultats escomptés en rapport avec le programme. Ces rapports seront envoyés au bailleur accompagné du tableau d'utilisation des fonds couvrant la période de rapportage tout en veillant à signaler tout retard de décaissement et les mesures d'atténuation y afférentes.
2. Rapport de fin d'exécution du programme : Six mois après la fin du programme, un rapport final sera adressé au donateur décrivant le niveau d'atteinte des résultats et si possible l'impact du projet sur les bénéficiaires.

Il convient de noter que, dans tous les rapports produits, l'UNICEF veillera à inclure dans le rapport, les photos produites dans le cadre de la mise en œuvre du projet. Des vidéos ainsi que des histoires à caractère humain dans le cadre de ce programme seront également partagées.

16. PERSONNES CONTACT